

à la profession et, à cet effet, d'ester en justice, notamment en dénonçant aux autorités judiciaires toute infraction aux lois et règlements protégeant le titre professionnel et organisant la profession, et/ou en requérant de ces autorités toute mesure de nature à faire cesser une telle infraction et le cas échéant en exigeant des dommages et intérêts ».

Art. 3. L'article 7, § 1, alinéa 3, 3° est remplacé par la disposition suivante : « 3. de fixer les critères minimum auxquels les titulaires de la profession doivent répondre pour assumer la fonction de maître de stage dans le cadre du stage ».

Art. 4. A l'article 8, § 1^{er}, de la même loi, il est ajouté un point 5 libellé comme suit : « 5. d'établir et de tenir à jour la liste des maîtres de stage, qui ont pour mission de conseiller et d'assister les stagiaires et d'établir un rapport d'évaluation ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session ordinaire 2006-2007.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de la loi, n° 51-3073/1. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 51-3073/2. — Texte corrigé par la Commission, n° 51-3073/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-3073/4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 24 et 25 avril 2007.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-2444/1. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 3-2444/2. — Décision de ne pas amender, n° 3-2444/3.

toegang tot het beroep worden nageleefd en, met dat doel in rechte op te treden, met name door elke inbreuk op de wetten en verordeningen tot bescherming van de beroepstitel en tot organisatie van het beroep bij de gerechtelijke overheden aan te klagen en/of om aan deze overheden iedere maatregel te vragen om dergelijke inbreuk te stoppen en desgevallend schadevergoeding te eisen ».

Art. 3. Artikel 7, § 1, derde lid, 3° wordt vervangen als volgt : « 3. het bepalen van de minimale criteria waaraan een beroepsbeoefenaar moet beantwoorden om op te treden als stagemeeester in het kader van de stage ».

Art. 4. In artikel 8, § 1 van dezelfde wet wordt er een punt 5 toegevoegd luidende « 5. het opstellen en bijhouden van een lijst met stagemeeesters wiens taak het is om de stagiairs met raad en daad bij te staan en een evaluatieverslag op te stellen ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 mei 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,
Mevr. S. LARUELLE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2006-2007.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-3073/1. — Verslag namens de Commissie, nr. 51-3073/2. — Tekst verbeterd door de Commissie, nr. 51-3073/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-3073/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 en 25 april 2007.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-2444/1. — Verslag namens de Commissie, nr. 3-2444/2. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-2444/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 2785

[C — 2007/11326]

7 JUIN 2007. — Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, a pour objet d'adapter le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises dans le cadre de la transposition des dispositions de la Directive européenne 2006/43/CE, approuvée le 17 mai 2006 par le Parlement européen et le Conseil, concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil, publiée au Journal Officiel de l'Union européenne du 9 juin 2006 (ci-après « la Directive »).

Etant donné le grand nombre d'amendements proposés, la préférence a été accordée à un nouvel arrêté royal plutôt qu'à la modification du texte existant.

Le nouveau règlement d'ordre intérieur se subdivise en douze chapitres qui sont abordés successivement ci-après.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 2785

[C — 2007/11326]

7 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit waarvan wij de eer hebben het Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen heeft tot doel om het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren aan te passen in het kader van de omzetting van de bepalingen van de Europese Richtlijn 2006/43/EG, goedgekeurd door het Europees Parlement en de Raad op 17 mei 2006, betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad, die werd bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Unie van 9 juni 2006 (hierna « de Richtlijn »).

Gezien het groot aantal voorgestelde wijzigingen werd een nieuw koninklijk besluit verkozen boven een aanpassing van de bestaande tekst.

Het nieuwe huishoudelijk reglement is ingedeeld in twaalf hoofdstukken die hierna achtereenvolgens worden besproken.

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Le premier chapitre (article 1^{er}) décrit les définitions utilisées pour l'application de l'arrêté.

Conformément à l'avis 42.940/1 du 15 mai 2007 du Conseil d'Etat, l'article 1^{er} du présent arrêté royal a été adapté. Les définitions de la loi du 22 juillet 1953 s'appliquent d'office.

Comme dans la Directive, le présent arrêté opère également l'importante distinction entre les personnes physiques et morales ou entités suivantes, quelle que soit leur forme juridique :

— d'une part, les professionnels qui sont agréés par l'autorité compétente d'un pays non-membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs de pays tiers » et « entités d'audit de pays tiers »; et

— d'autre part, les professionnels qui sont agréés et enregistrés par l'autorité compétente d'un Etat membre de l'Union européenne pour y effectuer des contrôles légaux et qui sont respectivement dénommés « contrôleurs légaux des comptes » et « cabinets d'audit ».

Ensuite, il a été choisi de dénommer respectivement les contrôleurs légaux des comptes et les cabinets d'audit qui, en Belgique, sont inscrits dans le registre public tenu par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, « réviseurs d'entreprises personnes physiques » et « cabinets de révision », alors que l'expression « réviseurs d'entreprises » vise l'ensemble de ces deux catégories de membres.

Conformément à l'article 3 de la Directive, les professionnels qui sont agréés dans un autre Etat membre de l'Union européenne et y sont enregistrés peuvent également se faire inscrire en Belgique, sous certaines conditions, afin d'y effectuer des contrôles légaux de comptes.

Les professionnels européens qui ne sont pas inscrits dans le registre public de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises sont désignés dans le présent arrêté par « contrôleurs légaux des comptes » (pour les personnes physiques) et « cabinets d'audit » (pour les personnes morales ou entités, quelle que soit leur forme juridique).

CHAPITRE II. — *Du financement des frais de fonctionnement de l'Institut*

Les articles 2 et 3 du deuxième chapitre concernent la fixation, la communication et la perception de cotisations fixes et/ou complémentaires variables dues – au titre du financement des frais de fonctionnement de l'Institut – par les réviseurs d'entreprises ainsi que par les contrôleurs et les entités d'audit de pays tiers inscrits au registre public qui répondent à l'article 7, § 4 de la loi.

Il est proposé de porter le montant maximum de la cotisation fixe de 1.250 EUR à 5.000 EUR, adapté à l'indice des prix à la consommation en Belgique. Ceci doit permettre de faire supporter de manière plus équitable les charges de l'Institut par tous les réviseurs d'entreprises. En effet, un réviseur d'entreprises qui a un faible volume d'activités génère des coûts administratifs de surveillance et de contrôle de qualité souvent comparables à ceux des réviseurs d'entreprises dont l'activité est plus importante.

En réponse à la question du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il convient de préciser dans le présent Rapport au Roi qu'il revient à l'assemblée générale de l'Institut de déterminer la notion de chiffre d'affaires visé à l'article 2, § 1^{er}, b) du présent arrêté royal.

L'article 7, paragraphe 1^{er} de l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises prévoyait que la cotisation variable était « calculée sur le chiffre d'affaires soumis à T.V.A., tel qu'il a été déclaré au cours de l'année civile qui précède celle au cours de laquelle la cotisation est due ». Cette disposition complémentaire n'est plus reprise dans l'arrêté, afin de laisser ouvert le mode de calcul du chiffre d'affaires. La transposition de la Directive en droit belge peut, en effet, engendrer un nouveau cadre pour l'exercice de la profession dans le contexte duquel la cotisation variable pourrait ne plus être calculée sur la base du chiffre d'affaires soumis à la T.V.A.

L'assemblée générale détermine annuellement le montant des cotisations fixes ainsi que, le cas échéant, le pourcentage des cotisations variables pour le financement des frais de fonctionnement de l'Institut (article 2, paragraphe 2).

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Het eerste hoofdstuk (artikel 1) omschrijft de voor de toepassing van het besluit gehanteerde definities.

Overeenkomstig het advies 42.940/1 van 15 mei 2007 van de Raad van State werd artikel 1 van onderhavig koninklijk besluit aangepast. De definities van de wet van 22 juli 1953 zijn van rechtswege van toepassing.

Zoals dit in de Richtlijn het geval is, wordt ook in dit besluit het belangrijk onderscheid gemaakt tussen de hiernavolgende natuurlijke personen en rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm :

— enerzijds, de beroepsbeoefenaars die in een land buiten de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « auditors van derde landen » en « auditorganisaties van derde landen »; en

— anderzijds, de beroepsbeoefenaars die in een Lidstaat van de Europese Unie door een bevoegde autoriteit zijn toegelaten en ingeschreven om daar wettelijke controles uit te voeren, die respectievelijk aangeduid worden als « wettelijke auditors » en « auditkantoren ».

Verder wordt er voor gekozen om de in België door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren in het publiek register ingeschreven wettelijke auditors en auditkantoren, respectievelijk aan te duiden als « de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen » en de « bedrijfsrevisorenkantoren », terwijl beiden gezamenlijk worden aangeduid als zijnde « de bedrijfsrevisoren ».

Beroepsbeoefenaars die in een andere Lidstaat van de Europese Unie zijn toegelaten en aldaar ingeschreven, kunnen zich overeenkomstig artikel 3 van de Richtlijn ook in België, onder bepaalde voorwaarden, laten inschrijven om in België wettelijke controles van jaarrekeningen uit te voeren.

Europese beroepsbeoefenaars die niet zijn ingeschreven in het openbaar register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren worden in dit besluit respectievelijk aangeduid als « wettelijke auditors » (voor natuurlijke personen) en « auditkantoren » (voor rechtspersonen of entiteiten met om het even welke rechtsvorm).

HOOFDSTUK II. — *De financiering van de werkingskosten van het Instituut*

De artikelen 2 en 3 van het tweede hoofdstuk betreffen het vaststellen, het opvragen en het innen van vaste en/of aanvullende veranderlijke bijdragen verschuldigd – ter financiering van de werkingskosten van het Instituut – door de bedrijfsrevisoren, alsook door de in het register ingeschreven auditors en auditorganisaties van derde landen die beantwoorden aan artikel 7, § 4, van de wet.

Er wordt voorgesteld om het maximale bedrag van de vaste bijdragen te brengen van 1.250 EUR op 5.000 EUR, aangepast aan de index van de consumptieprijzen in België. Dit moet toelaten de lasten van het Instituut op een meer billijke wijze te laten dragen door alle bedrijfsrevisoren. Een bedrijfsrevisor die weinig activiteiten heeft, brengt immers administratieve kosten van toezicht en kwaliteitscontrole met zich mee, die vaak te vergelijken zijn met deze van andere bedrijfsrevisoren die een grotere activiteit hebben.

In antwoord op een vraag van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend in onderhavig Verslag aan de Koning te verduidelijken dat het aan de algemene vergadering van het Instituut toekomt om het begrip omzet bedoeld in artikel 2, § 1, b) van onderhavig koninklijk besluit te bepalen.

Artikel 7, eerste lid van het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren bepaalde dat de veranderlijke bijdrage « wordt berekend op de aan BTW onderworpen omzet zoals aangegeven in de loop van het burgerlijk jaar dat vooraf gaat aan het jaar waarin de bijdrage is verschuldigd ». Deze bijkomende bepaling wordt niet meer opgenomen in het besluit, om de mogelijkheid open te laten ten aanzien van de wijze waarop de omzet wordt bepaald. De omzetting van de Richtlijn in het Belgisch recht kan inderdaad aanleiding geven tot een nieuwe omgeving waarin het beroep zal uitgevoerd en waarbij de aan BTW onderworpen omzet niet langer een geschikt gegeven zal zijn om daarop de veranderlijke bijdrage te berekenen.

Jaarlijks bepaalt de algemene vergadering het bedrag van de vaste bijdragen, alsook desgevallend het percentage van de veranderlijke bijdragen ter financiering van de werkingskosten van het Instituut (artikel 2, § 2).

Conformément à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi que l'article 3, § 1 du présent arrêté royal ne déroge pas aux dispositions de droit commun relatives au concours des créanciers.

Le vote du budget porte sur l'ensemble de celui-ci et entraîne l'approbation des cotisations, en fonction des montants qui ont été pris en considération pour l'établissement dudit budget (article 8).

L'assemblée générale pourrait décider de fixer des cotisations de montants différents par catégorie en distinguant, par exemple, les réviseurs d'entreprises des contrôleurs ou des entités d'audit de pays tiers ou encore en prévoyant une cotisation réduite pour les jeunes réviseurs d'entreprises personnes physiques.

Les cotisations des cabinets de révision en liquidation forment l'objet de l'article 3. Les cabinets de révision mis en liquidation peuvent encore être maintenus au registre public pendant une période d'une année à compter de la date de la dissolution (article 20 de l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public). Les réviseurs d'entreprises associés sont tenus par part virile au paiement des cotisations imputées au cabinet de révision.

CHAPITRE III. — *Des titres honorifiques et d'un régime pour les candidats réviseurs d'entreprises*

L'autorisation de porter le titre de réviseur d'entreprises honoraire et de président honoraire de l'Institut, ainsi que la possibilité d'organiser un statut pour les candidats réviseurs d'entreprises font l'objet des articles 4 et 5 du troisième chapitre.

L'autorisation de porter le titre de réviseur d'entreprises honoraire est soumise à des conditions renforcées. La liste des réviseurs d'entreprises honoraires sera dorénavant publiée sur le site internet de l'Institut. En outre, le titre de président honoraire de l'Institut est créé. Les principes de retrait de l'autorisation de porter le titre honorifique sont identiques dans les deux cas (article 4).

En outre, il est également prévu que le Conseil de l'Institut peut, après avis favorable du Conseil supérieur des Professions économiques, organiser un régime approprié pour les « candidats réviseurs d'entreprises », c'est-à-dire les stagiaires réviseurs d'entreprises qui, après avoir réussi l'examen d'aptitude, n'ont pas encore prêté le serment de réviseur d'entreprises, ainsi que les personnes physiques démissionnaires qui peuvent faire valoir leur réinscription au registre public (article 5).

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi que le présent article porte exécution de l'article 5, 6° de la loi du 22 juillet 1953. Ce dernier article prévoit une période de douze mois au plus tard entre la date d'admission au serment et la date de prestation de serment. Ce régime vise à combler le vide juridique durant cette période.

CHAPITRE IV. — *De l'assemblée générale*

Le quatrième chapitre (articles 6 à 15) traite de la compétence, de la convocation, du déroulement et des décisions de l'assemblée générale.

L'assemblée générale est, conformément à l'article 19 de la loi, composée, avec voix délibérative, de tous les réviseurs d'entreprises personne physique et, avec voix consultative, de tous les cabinets de révision. Les réviseurs d'entreprises personne physique peuvent être porteurs de maximum deux procurations.

Il n'est plus fixé de date spécifique pour la réunion de l'assemblée générale de l'Institut, qui a lieu au cours de la seconde moitié du mois d'avril (article 6).

Il est proposé que le Conseil puisse déterminer les modalités de convocation et de mise à disposition des documents, comme par exemple l'envoi de convocation par e-mail ou la publication sur l'extranet de l'Institut des documents relatifs à l'assemblée générale.

Overeenkomstig de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend in onderhavig Verslag aan de Koning te verduidelijken dat artikel 3, § 1 van onderhavig koninklijk besluit geen afbreuk doet aan de bepalingen van gemeen recht betreffende de samenloop van schuldeisers.

De stemming over de begroting heeft betrekking op de gehele begroting en brengt mee dat de bijdragen, zoals voorgesteld, zijn bepaald op de bedragen die in aanmerking werden genomen voor de opstelling van de begroting (artikel 8).

De algemene vergadering zou kunnen beslissen om bijdragen vast te stellen met verschillende bedragen per categorie, door bijvoorbeeld een onderscheid te maken tussen bedrijfsrevisoren en auditoren of auditororganisaties van derde landen of nog door een verlaagde bijdrage te voorzien voor jonge bedrijfsvissoren natuurlijke personen.

De bijdragen in de werkingskosten van het Instituut van de bedrijfsrevisorenkantoren in vereffening vormen het voorwerp van artikel 3. Bedrijfsrevisorenkantoren die in vereffening worden gesteld kunnen nog gedurende één jaar in het openbaar register ingeschreven blijven en dit vanaf de datum van ontbinding (artikel 20 van het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register). De bedrijfsrevisoren vennoten zijn per hoofdelijk aandeel aansprakelijk voor de betaling van de bijdragen toegerekend aan het bedrijfsrevisorenkantoor.

HOOFDSTUK III. — *Eretitels en een regime voor kandidaat-bedrijfsrevisoren*

De toekenning tot het voeren van de titel van erebedrijfsrevisor, alsook van erevoorzitter van het Instituut en een mogelijks statuut voor kandidaat-bedrijfsrevisoren vormen het voorwerp van de artikelen 4 en 5 van het derde hoofdstuk.

Er worden strengere voorwaarden gesteld aan de toekenning van het voeren van de titel van erebedrijfsrevisor. De lijst van de erebedrijfsrevisoren zal voortaan op de website van het Instituut worden bekendgemaakt. Tevens wordt de titel van erevoorzitter van het Instituut in het leven geroepen. De principes voor het intrekken van de toestemming tot het voeren van de eretitel zijn in beide gevallen dezelfde (artikel 4).

Verder wordt ook voorzien dat de Raad van het Instituut, na gunstig advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, een aangepast regime kan inrichten voor de « kandidaat-bedrijfsrevisoren », dit wil zeggen de stagiaires bedrijfsrevisoren die na geslaagd te zijn voor het bekwaamheidsexamen de eed van bedrijfsrevisor nog niet hebben afgelegd, alsook de ontslagnemende natuurlijke personen die kunnen aanspraak maken op herinschrijving in het openbaar register (artikel 5).

In antwoord op de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend in onderhavig Verslag aan de Koning te verduidelijken dat onderhavig artikel het artikel 5, 6° van de wet van 22 juli 1953 uitvoert. Laatstgenoemd artikel voorziet in een periode van uiterlijk twaalf maanden tussen de datum van toelating tot de eed en de datum van eedaflegging. Voormeld regime beoogt het juridisch vacuüm gedurende deze periode in te vullen.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene vergadering*

Het vierde hoofdstuk (artikelen 6 tot 15) behandelt de bevoegdheid, de oproeping tot de vergadering, het verloop en de beslissingen van de algemene vergadering.

De algemene vergadering bestaat, overeenkomstig artikel 19 van de wet, uit alle bedrijfsrevisoren natuurlijke personen, die stemgerechtigd zijn, en alle bedrijfsrevisorenkantoren, die beschikken over een adviseerende stem. De bedrijfsrevisoren natuurlijke personen kunnen drager zijn van maximaal twee volmachten.

Er wordt niet langer een specifieke dag vooropgesteld voor de algemene vergadering van het Instituut, die plaatsheeft in de tweede helft van de maand april (artikel 6).

Er wordt voorgesteld dat de Raad de modaliteiten van oproeping en de terbeschikkingstelling van de documenten kan bepalen, bijvoorbeeld door toezending van de oproeping per e-mail of het plaatsen van documenten met betrekking tot de algemene vergadering op het extranet van het Instituut.

L'assemblée générale procède à l'élection du président, du vice-président, des membres du Conseil, des commissaires chargés du contrôle des comptes annuels, ainsi que des réviseurs d'entreprises qui siègent à la Commission d'appel (article 9). Seuls les réviseurs d'entreprises personne physique sont éligibles pour les fonctions précitées (article 15, § 2).

L'article 30 de l'arrêté prévoit que, hormis en cas d'élections, il ne peut être procédé à un scrutin secret à l'assemblée générale qu'au moyen d'une demande adressée à l'Institut par 50 réviseurs d'entreprises personne physique au moins huit jours calendrier avant la date de l'assemblée générale.

CHAPITRE V. — Du Conseil

Les compétences et les modalités de décision du Conseil sont décrites dans le cinquième chapitre (articles 16 à 26).

Conformément à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, l'article 16 du présent arrêté royal a été supprimé.

Alors qu'auparavant les compétences du Conseil liées au fonctionnement et à la représentation de l'Institut dans les actes juridiques et en justice étaient énumérées de manière non-exhaustive, cette énumération a été, à présent, abandonnée. L'article 16 contient par contre une liste des tâches que le Conseil a la faculté de déléguer au Comité exécutif :

1° vérifier et établir si le candidat réviseur d'entreprises ou le réviseur d'entreprises satisfait aux conditions prévues aux articles 5 à 7 de la loi du 22 juillet 1953 et, le cas échéant, l'admettre comme réviseur d'entreprises;

2° surveiller l'établissement et la mise à jour du registre public conformément aux règles établies par le présent règlement;

3° assurer que les informations requises enregistrées dans le registre public sont accessibles au public comme prévu à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public;

4° approuver les contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile des réviseurs d'entreprises;

5° interjeter appel contre une décision de la Commission de discipline ou introduire un pourvoi en cassation contre une décision de la Commission d'appel;

6° engager ou licencier le personnel de l'Institut et en fixer les rémunérations;

7° désigner le membre du Conseil ou l'ancien membre du Conseil chargé de représenter le Conseil en cas de perquisition au domicile d'un réviseur d'entreprises.

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi que la délégation de compétences par le Conseil doit se dérouler dans les conditions qu'il fixe et doit être comprise de manière à ce que le Conseil détermine préalablement les règles essentielles relatives aux compétences concernées.

Le point 6° du présent article a été supprimé en raison du fait que la prise des mesures d'ordre provisoire conformément à l'article 39 de la loi du 22 juillet 1953 est déjà une compétence de plein droit du Comité exécutif.

Le Conseil se réunit sur convocation du président, qui peut, par exemple, être effectuée par e-mail (article 17).

Un membre du Conseil ne peut pas se faire représenter par procuration. Trois membres du Conseil peuvent demander qu'une question soit reportée à la réunion suivante. Il ne pourra être passé outre à cette demande qu'avec l'accord d'au moins six membres présents (article 20).

L'article 22 stipule que le Conseil peut former en son sein tous les comités qu'il juge utile de créer, ainsi que constituer les commissions permanentes ou groupes de travail techniques qu'il juge utiles pour accomplir l'objet de l'Institut. Les personnes physiques qui ne sont pas réviseur d'entreprises peuvent également participer aux travaux de ces commissions permanentes ou groupes de travail techniques. Tous les membres sont membre à titre personnel, de sorte que la représentation par procuration en cas d'absence n'est pas admise.

De algemene vergadering kiest de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden van de Raad, de commissarissen belast met de controle van de jaarrekening, alsook de bedrijfsrevisoren die zetelen in de Commissie van Beroep (artikel 9). Alleen bedrijfsrevisoren natuurlijke personen zijn verkiesbaar voor voornoemde functies (artikel 15, § 2).

Artikel 30 van het besluit voorziet dat, buiten het geval van verkiezingen, op de algemene vergadering slechts tot een geheime stemming kan worden overgegaan wanneer 50 bedrijfsrevisoren natuurlijke personen daartoe een verzoek richten aan het Instituut ten minste acht kalenderdagen vóór de datum van de algemene vergadering.

HOOFDSTUK V. — De Raad

De bevoegdheden en de besluitvorming van de Raad worden in het vijfde hoofdstuk (artikelen 16 tot 26) omschreven.

Overeenkomstig de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 werd artikel 16 van onderhavig koninklijk besluit opgeheven.

Daar waar in het verleden een niet-exhaustieve opsomming werd gegeven van de bevoegdheden van de Raad, die betrekking hebben op de werking en de vertegenwoordiging van het Instituut in rechtshandelingen en in rechte, wordt deze opsomming achterwege gelaten. Het artikel 16 bevat daarentegen wel een lijst van taken die de Raad aan het Uitvoerend Comité kan delegeren :

1° nagaan en vaststellen of een kandidaat-bedrijfsrevisor of de entiteit voldoet aan de voorwaarden voorzien in de artikelen 5 tot 7 van de wet van 22 juli 1953 en, in voorkomend geval, hem als bedrijfsrevisor toelaten;

2° toezicht houden op het opmaken en het bijwerken van het openbaar register overeenkomstig de door onderhavig reglement opgestelde regels;

3° verzorgen van de publieke toegankelijkheid van de nodige in het openbaar register opgeslagen gegevens zoals voorzien in artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register;

4° goedkeuring van de verzekeringscontracten inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bedrijfsrevisoren;

5° beroep aantekenen tegen een beslissing van de Tuchtcommissie of een voorziening in cassatie indien tegen een beslissing van de Commissie van Beroep;

6° het personeel van het Instituut aanwerven of ontslaan en hun bezoldigingen vaststellen;

7° aanduiden van het Raadslid of het gewezen Raadslid dat zal instaan om de Raad te vertegenwoordigen ingeval van huiszoeking ten huize van een bedrijfsrevisor.

In antwoord op de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend in onderhavig Verslag aan de Koning te verduidelijken dat de delegatie van de bevoegdheden door de Raad dient te gebeuren binnen de door hem vastgelegde voorwaarden en moet worden begrepen in de zin dat de Raad vooraf de essentiële regels met betrekking tot de betrokken bevoegdheden vaststelt.

Punt 6° van onderhavig artikel werd opgeheven om reden dat het treffen van voorlopige ordemaatregelen overeenkomstig artikel 39 van de wet van 22 juli 1953 reeds van rechtswege een bevoegdheid van het Uitvoerend Comité is.

De Raad komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter, die bijvoorbeeld eveneens per e-mail kan gebeuren (artikel 17).

Een Raadslid kan zich niet bij volmacht laten vertegenwoordigen. Drie Raadsleden kunnen vragen dat een vraag wordt overgedragen naar een volgende vergadering. Aan deze vraag kan slechts voorbijgegaan worden mits akkoord van ten minste zes aanwezige leden (artikel 20).

Artikel 22 stelt dat de Raad in zijn midden alle door hem nuttig geachte comités mag oprichten, alsook permanente commissies of technische werkgroepen in het leven roepen die hij nodig acht tot verwezenlijking van het doel van het Instituut. Natuurlijke personen die geen bedrijfsrevisor zijn kunnen eveneens deelnemen aan de werkzaamheden van deze permanente commissies of technische werkgroepen. Alle leden zetelen hierin ten persoonlijke titel, zodat ook hier de vertegenwoordiging bij volmacht ingeval van afwezigheid niet wordt aanvaard.

L'article 23 prévoit que le Conseil peut décider d'une part, d'allouer des jetons de présence ou des indemnités de vacation à ses membres ainsi qu'aux membres des comités, commissions et groupes de travail techniques et d'autre part, de rembourser les frais de déplacement et autres débours exposés pour assister aux réunions. Les frais exposés par les personnes précitées dans l'intérêt de l'Institut peuvent également, avec l'accord du Conseil, être remboursés. Le Conseil peut également allouer des indemnités de fonction et de défraiement forfaitaires au président, au vice-président ainsi qu'à d'autres personnes investies de fonctions spécifiques au sein de l'Institut – respectivement en remplacement des jetons de présence et du remboursement des frais de déplacement et autres débours susmentionnés – ceci, bien entendu, dans les limites du budget approuvé par l'assemblée générale.

La gestion journalière de l'Institut est exercée par le Comité exécutif qui est constitué au moins du président et du vice-président (article 24).

En réponse à la question du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi que le terme gestion journalière figure dans l'article 22, § 4 de la loi du 22 juillet 1953, sans être défini. La notion de gestion journalière visée à l'article 22, § 4, de la loi est différente de la notion de droit commun telle qu'appliquée aux sociétés commerciales. En outre, il ressort de la compétence générale du Roi, conformément à l'article 108 de la Constitution, de prendre les arrêtés qui sont nécessaires pour l'exécution des lois.

La qualité de membre du Conseil se perd de plein droit lorsque le membre du Conseil n'a plus la qualité de réviseur d'entreprises ou lorsqu'il fait l'objet d'une suspension à titre de sanction disciplinaire, qui est coulée en force de chose jugée. En réponse à la question du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi qu'il ressort de la compétence générale du Roi, conformément à l'article 108 de la Constitution, de prendre les arrêtés qui sont nécessaires pour l'exécution des lois.

Le Conseil peut considérer un membre comme démissionnaire lorsqu'il est absent lors de quatre réunions consécutives. Il est préalablement invité par le Président à s'expliquer au cours de la réunion suivante du Conseil. En cas d'absence à cette réunion ou si le Conseil ne peut accepter ses motifs d'absence aux réunions précédentes, sa démission est constatée à la prochaine assemblée générale qui pourvoira à son remplacement (article 26).

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, il y a lieu de préciser dans le présent Rapport au Roi que le présent article reprend l'article 29 de l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'entreprises et constitue dès lors une renumérotation d'une disposition existante.

CHAPITRE VI. — *Des fonctions de président, de vice-président, de secrétaire et de trésorier*

Le sixième chapitre (articles 27 à 29) concerne le remplacement du président en cas d'absence, ainsi que les missions du secrétaire du Conseil et du secrétaire-trésorier de l'Institut.

CHAPITRE VII. — *Des comptes annuels et du budget*

Le septième chapitre (article 30) traite des comptes annuels et du budget de l'Institut.

Désormais, le Conseil fixe la teneur du plan comptable et détermine les règles d'évaluation, dans le respect des règles reprises dans l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations.

Le secrétaire-trésorier est chargé d'établir le projet de comptes annuels et de budget, qu'il soumet au Conseil au plus tard le 10 mars de chaque année.

Le Conseil soumet les comptes annuels, après clôture, à la vérification des commissaires, ceci au plus tard un mois avant l'assemblée générale.

Les comptes annuels, le rapport des commissaires et le budget sont ensuite joints à la convocation à l'assemblée générale.

Verder bepaalt artikel 23 dat de Raad kan beslissen om aan zijn leden, alsook aan de leden van comités, commissies en technische werkgroepen zitpenningen of vacaties toe te kennen en ook dat de reis- en kosten gemaakt voor het bijwonen van de vergaderingen kunnen worden vergoed. De kosten aangegaan door voormelde personen in het belang van het Instituut kunnen eveneens met akkoord van de Raad worden terugbetaald. De Raad kan tevens aan de voorzitter, de ondervoorzitter, alsook aan andere personen belast met specifieke functies in de schoot van het Instituut forfaitaire functie- en kostenvergoedingen toekennen – respectievelijk in vervanging van zitpenningen en vergoeding van voormelde reis- en andere kosten – dit uiteraard binnen de grenzen van de begroting, zoals goedgekeurd door de algemene vergadering.

Het dagelijks bestuur van het Instituut wordt waargenomen door het Uitvoerend Comité, dat minstens bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitter (artikel 24).

In antwoord op de vraag van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend te verduidelijken in onderhavig Verslag aan de Koning dat de term dagelijks bestuur voorkomt in artikel 22, § 4 van de wet van 22 juli 1953 zonder gedefinieerd te worden. Het begrip dagelijks bestuur in artikel 22, § 4, van de wet is verschillend van de gemeenrechtelijke betekenis zoals van toepassing op handelsvennootschappen. Bovendien behoort het, overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet, tot de algemene bevoegdheid van de Koning om besluiten te nemen die nodig zijn voor de uitvoering van wetten.

Het lidmaatschap van de Raad vervalt van rechtswege wanneer het raadslid niet langer de hoedanigheid van bedrijfsrevisor heeft of omdat hem de tuchtsanctie van schorsing werd opgelegd, die in kracht van gewijsde is getreden. In antwoord op de vraag van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend te verduidelijken in onderhavig Verslag aan de Koning dat het behoort, overeenkomstig artikel 108 van de Grondwet, tot de algemene bevoegdheid van de Koning om besluiten te nemen die nodig zijn voor de uitvoering van wetten.

De Raad kan een lid als ontslagnemend beschouwen, indien hij op vier achtereenvolgende vergaderingen afwezig is. Hij wordt vooraf door de voorzitter uitgenodigd om uitleg te verschaffen op de volgende vergadering van de Raad. Bij afwezigheid op deze vergadering of indien de Raad zijn redenen voor de voorbije afwezigheid niet kan aanvaarden wordt zijn ontslag vastgesteld op de eerstvolgende algemene vergadering die in zijn vervanging zal voorzien (artikel 26).

In antwoord op de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 is het passend te verduidelijken in onderhavig Verslag aan de Koning dat onderhavig artikel het artikel 29 van het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren herneemt en derhalve een vernummering van een bestaande bepaling inhoudt.

HOOFDSTUK VI. — *Functies van de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de penningmeester*

Het zesde hoofdstuk (artikelen 27 tot 29) betreft de vervanging van de voorzitter bij diens afwezigheid, de opdrachten van de secretaris van de Raad en van de secretaris-penningmeester van het Instituut.

HOOFDSTUK VII. — *Jaarrekening en begroting*

Het zevende hoofdstuk (artikel 30) behandelt de jaarrekening en begroting van het Instituut.

Voortaan stelt de Raad de inhoud van het rekeningenstelsel vast en bepaalt hij de waarderingsregels, met naleving van de regels opgenomen in het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekeningen van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen.

De secretaris-penningmeester zorgt voor het opstellen van het ontwerp van jaarrekening en van begroting, die hij aan de Raad voorlegt ten laatste op 10 maart van elk jaar.

De Raad legt de jaarrekening, na deze te hebben afgesloten, ter controle voor aan de commissarissen, dit uiterlijk één maand vóór de algemene vergadering.

De jaarrekening, het verslag van de commissarissen en de begroting worden vervolgens bij de uitnodiging tot de algemene vergadering gevoegd.

CHAPITRE VIII. — *Des informations périodiques à fournir par les réviseurs d'entreprises*

Les réviseurs d'entreprises informent spontanément et régulièrement l'Institut des missions qu'ils accomplissent ou ont accomplies dans le cadre de leur activité professionnelle. La forme, le contenu détaillé et la périodicité de ces informations sont déterminées par le Conseil. Ces aspects font l'objet du huitième chapitre (article 31).

Les réviseurs d'entreprises exerçant un ou plusieurs mandat(s) de commissaire auprès d'entités d'intérêt public communiquent annuellement à l'Institut l'hyperlien vers la partie du site internet dans laquelle sont publiées les informations reprises dans le rapport de transparence. Ce rapport de transparence comprendra entre autres une description du réseau. Concernant le commentaire du Rapport au Roi relatif à l'article 10, § 1^{er}, 8° de l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public, seront mentionnées à l'égard d'un réseau, l'appartenance à un réseau et la liste des noms et des adresses des cabinets membres de ce réseau en Belgique, ainsi qu'une description générale des parties du réseau se trouvant en dehors de la Belgique, ou l'indication de l'endroit où ces informations sont accessibles au public.

CHAPITRE IX. — *Modalités de communication*

Le neuvième chapitre (article 32) a trait aux communications à portée individuelle et à portée générale.

Les communications à portée individuelle se font toujours dans la langue du groupe linguistique dans laquelle le réviseur d'entreprises est inscrit au registre public.

Vu l'absence, dans l'état actuel des choses, d'harmonisation de la protection du secret professionnel dans l'Union européenne, il est prévu qu'en vue de l'exercice de la surveillance et du contrôle de qualité des réviseurs d'entreprises par l'Institut, ceux-ci doivent disposer en Belgique d'un établissement où ils conservent leurs dossiers, actes, documents et correspondance se rapportant à l'activité professionnelle en Belgique. L'Institut leur fera parvenir toute correspondance à cette seule adresse.

CHAPITRE X. — *Rappel à l'ordre*

Le dixième chapitre concerne les mesures qui sont d'application en cas de « rappel à l'ordre », telle que visé dans le nouveau règlement de discipline, lorsque le réviseur d'entreprise reste en défaut de communiquer les renseignements ou documents qu'il est tenu de communiquer à l'Institut, ainsi que lorsqu'il reste en défaut de payer, dans les délais prévus, ses cotisations ou de fournir le document qui sert à la fixation d'une cotisation (article 33).

Conformément à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, la formulation du paragraphe premier a été adaptée.

En réponse à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis, le deuxième paragraphe a été supprimé, sans préjudice de la possibilité pour l'Institut d'obtenir un remboursement pour les frais encourus.

Conformément à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis, la formulation du troisième paragraphe a été adaptée et précisée en ce sens que cette compétence ressort du Conseil.

CHAPITRE XI. — *Publication des normes et recommandations*

Le onzième chapitre stipule à l'article 34, § 1^{er}, que le Conseil est informé par le Conseil supérieur des Professions économiques des domaines, non couverts par des mesures prises au niveau européen, dans lesquels celui-ci a identifié une lacune dans des textes normatifs et réglementaires.

En outre, l'article 34, § 2, prévoit que les normes et recommandations ainsi que leurs mises à jour, seront publiées sous forme papier et sur le site internet de l'Institut et seront communiquées par courrier au Conseil supérieur des Professions économiques.

Conformément à l'observation du Conseil d'Etat dans son avis 42.940/1 du 15 mai 2007, la formulation du deuxième paragraphe a été adaptée.

HOOFDSTUK VIII. — *Periodieke mededeling door de bedrijfsrevisoren*

De bedrijfsrevisoren brengen spontaan het Instituut periodiek op de hoogte van de opdrachten die zij uitvoeren of hebben uitgevoerd in het kader van hun beroepsactiviteit. De vorm, de gedetailleerde inhoud en de periodiciteit hiervan worden bepaald door de Raad. Deze maken het onderwerp uit van het achtste hoofdstuk (artikel 31).

De bedrijfsrevisoren die één of meerdere commissarismandaten in een organisatie van openbaar belang uitvoeren, delen jaarlijks aan het Instituut de hyperlink mee naar het deel van de website waar de informatie opgenomen in het transparantieverslag is bekendgemaakt. Dit transparantieverslag zal onder meer een beschrijving van het netwerk inhouden. Voor wat de commentaar in het Verslag aan de Koning bij artikel 10, § 1, 8°, van het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register betreft, worden ten aanzien van een netwerk vermeld, het lidmaatschap van een netwerk en de lijst van de namen en adressen van de daartoe behorende kantoren in België, alsook een beschrijving in hoofdlijnen van de onderdelen van het netwerk die zich buiten België bevinden, of de vermelding waar deze gegevens toegankelijk zijn voor het publiek.

HOOFDSTUK IX. — *Mededelingsmodaliteiten*

Het negende hoofdstuk (artikel 32) heeft betrekking op mededelingen met een individuele of een algemene draagwijdte.

De mededelingen met een individuele draagwijdte worden altijd gedaan in de taal van de taalgroep waarin de bedrijfsrevisor in het openbaar register is ingeschreven.

Gelet op de afwezigheid in de huidige stand van zaken van harmonisering van de bescherming van het beroepsgeheim in de Europese Unie, wordt voorgeschreven dat, met het oog op de uitoefening van het toezicht en de kwaliteitscontrole op de bedrijfsrevisoren door het Instituut, deze een vestiging in België dienen te hebben waar ze hun dossiers, akten, documenten en briefwisseling die verband houdt met de beroepsactiviteit in België, bewaren. Het Instituut zal hen ook enkel op dit adres alle briefwisseling richten.

HOOFDSTUK X. — *Terechtwijzing*

Het tiende hoofdstuk betreft de maatregelen die van toepassing zijn bij een « terechtwijzing », zoals bedoeld in het nieuwe tuchtreglement, wanneer de bedrijfsrevisor verzuimt om mededeling te doen van inlichtingen of documenten waartoe hij is gehouden, alsook wanneer hij verzuimt om zijn bijdragen tijdig te betalen of het document over te maken dat bedoeld is tot vaststelling van een bijdrage (artikel 33).

Overeenkomstig de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 werd de formulering van de eerste paragraaf aangepast.

In antwoord op de bemerking van de Raad van State in zijn advies werd de tweede paragraaf opgeheven, onverminderd de mogelijkheid voor het Instituut om terugbetaling te bekomen voor de gemaakte kosten.

Overeenkomstig de bemerking van de Raad van State in zijn advies werd de formulering van de derde paragraaf aangepast en gepreciseerd in de zin dat deze bevoegdheid aan de Raad toekomt.

HOOFDSTUK XI. — *Bekendmaking van de normen en -aanbevelingen*

Het elfde hoofdstuk stelt in artikel 34, § 1, dat de Raad op de hoogte gebracht wordt door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van de domeinen die niet gedekt worden door maatregelen genomen op Europees niveau, waarin deze laatste een leemte in normatieve en reglementaire teksten heeft vastgesteld.

Artikel 34, § 2, voorziet dat de normen en -aanbevelingen, evenals hun bijwerkingen, openbaar gemaakt zullen worden op papier en op de website van het Instituut en per post aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen overgemaakt zullen worden.

Overeenkomstig de bemerking van de Raad van State in zijn advies 42.940/1 van 15 mei 2007 werd de formulering van de tweede paragraaf aangepast.

CHAPITRE XII. — *Dispositions transitoires*

L'article 35, §1, prévoit que l'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'entreprises, est abrogé.

L'article 35, § 2, stipule que les articles 4 et 5 ainsi que 29 à 36 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises, sont abrogés. Les articles précités de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 sont en effet devenus sans objet à la suite d'une part, de l'abrogation des dispositions relatives aux sociétés et associations de moyens visées à l'article 8, paragraphes 2 à 4, de la loi du 22 juillet 1953 et d'autre part, aux modifications apportées à l'article 7bis de cette même loi. Enfin, les dispositions relatives à la procédure disciplinaire ont été supprimées, étant donné que la procédure disciplinaire est désormais reprise dans l'arrêté royal du 26 avril 2007 organisant la surveillance et le contrôle de qualité et portant règlement de discipline des réviseurs d'entreprises.

L'article 35, § 3, prévoit que le Conseil communique au Conseil supérieur des Professions économiques, sur la base d'un programme de travail proposé par le Conseil de l'Institut, les normes, recommandations, avis, circulaires et communications adoptées par le Conseil avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

A la lumière de la Directive et étant donné qu'il s'agit de dispositions transitoires, l'arrêté royal du 15 mai 1985 portant exécution des dispositions transitoires insérées par la loi du 21 février 1985 dans la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'entreprises n'a plus de raison d'exister. L'article 36 prévoit dès lors que cet arrêté royal est abrogé.

Conformément à l'article 37, l'arrêté royal entre en vigueur le 31 août 2007. L'article 30 s'applique pour la première fois à l'exercice comptable prenant cours après le 31 août 2007.

Nous avons l'honneur d'être,
Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux et le très fidèle serviteur.
Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

**Avis 42.940/1
de la section de législation
du Conseil d'Etat**

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 25 avril 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises", a donné le 15 mai 2007 l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée essentiellement à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Les articles 102 et 103 de la loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses confèrent au Roi le pouvoir de mettre la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises en conformité avec la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (la "directive audit").

HOOFDSTUK XII. — *Overgangsbepalingen*

Artikel 35, §1 bepaalt dat het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren wordt opgeheven.

Artikel 35, § 2, stelt dat de artikelen 4 en 5, alsook 29 tot 36 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren worden opgeheven. Voormelde artikelen van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 zijn inderdaad zonder voorwerp geworden als gevolg van enerzijds de opheffing van de bepalingen over de middelvennootschappen en -verenigingen zoals voorzien in artikel 8, paragrafen 2 tot 4 van de wet van 22 juli 1953 en anderzijds de aan het artikel 7bis van dezelfde wet aangebrachte aanpassingen. Tenslotte werden ook de bepalingen inzake de tuchtprocedure opgeheven, aangezien de tuchtprocedure voortaan is opgenomen in het koninklijk besluit van 26 april 2007 tot organisatie van het toezicht en de kwaliteitscontrole en houdende het tuchtreglement voor de bedrijfsrevisoren.

Artikel 35, § 3 bepaalt dat de Raad, op basis van een werkprogramma voorgesteld door de Raad van het Instituut, aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen de normen, aanbevelingen, adviezen, omzendbrieven en mededelingen meedeelt, zoals goedgekeurd door de Raad vóór de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

In het licht van de Richtlijn en gegeven het feit dat het om overgangsbepalingen gaat, heeft het koninklijk besluit van 15 mei 1985 tot uitvoering van de overgangsbepalingen in de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, geen bestaansreden meer. Artikel 36 voorziet derhalve dat dit koninklijk besluit wordt opgeheven.

Overeenkomstig artikel 37 treedt het koninklijk besluit in werking op 31 augustus 2007. Artikel 30 is voor de eerste maal van toepassing op het boekjaar dat een aanvang neemt na 31 augustus 2007.

Wij hebben de eer te zijn,
Sire,
Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar.
De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN

**Advies 42.940/1
van de afdeling wetgeving
van de Raad van State**

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 25 april 2007 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren", heeft op 15 mei 2007 het volgende advies gegeven :

Rekening houdende met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich in hoofdzaak beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. De artikelen 102 en 103 van de wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen verlenen aan de Koning de bevoegdheid om de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren in overeenstemming te brengen met Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van de Europese Unie van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (de zogeheten "Auditrichtlijn").

Dans l'arrêté royal du 21 avril 2007 qui a modifié fondamentalement la loi précitée du 22 juillet 1953 (1), le Roi a fait usage du pouvoir qui lui est ainsi conféré.

Le projet soumis pour avis vise à mettre en oeuvre un certain nombre de dispositions de la loi du 22 juillet 1953 (2), qui sont modifiées par l'arrêté royal du 21 avril 2007. Il s'agit plus particulièrement de dispositions relatives à la fixation du règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

2. Bon nombre de dispositions du projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 18, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 juillet 1953, qui s'énonce comme suit :

« Le Roi arrête, sur proposition ou après avis du Conseil de l'Institut, le règlement de stage, le règlement de discipline ainsi que les autres règlements nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Institut et la réalisation des objectifs que la présente loi lui assigne ».

En outre, certaines dispositions du projet peuvent être réputées trouver un fondement juridique dans les articles de la loi du 22 juillet 1953 qui se réfèrent au règlement d'ordre intérieur pour régler une question donnée. C'est notamment le cas des articles 2 et 3 du projet (relatifs au financement des frais de fonctionnement de l'Institut), qui peuvent être réputés trouver leur fondement juridique dans l'article 12 de la loi, de l'article 4 du projet qui porte sur l'attribution du titre honorifique de réviseur d'entreprises et qui trouve son fondement juridique dans l'article 11, § 2, de la loi, des articles 6 à 15 du projet concernant l'assemblée générale qui trouvent leur fondement juridique dans l'article 20, alinéa 1^{er}, de la loi, et de l'article 31 du projet (relatif aux comptes annuels et au budget), qui peut être réputé trouver son fondement juridique dans l'article 24 de la loi.

3. En ce qui concerne certaines dispositions du projet, le Conseil d'Etat, section de législation, n'aperçoit pas dans quelle disposition légale elles trouvent leur fondement juridique.

C'est le cas du pouvoir que l'article 5 du projet envisage de conférer au Conseil de l'Institut pour "organiser un régime approprié pour les candidats réviseurs d'entreprises" (3).

On n'aperçoit pas davantage quelle disposition législative habilite le Roi à régler la perte de plein droit de la qualité de membre ou la démission d'un membre du Conseil de l'Institut, comme le prévoit l'article 27, §§ 1^{er} et 2, du projet.

Une observation identique vaut pour l'article 34, § 2, du projet en ce qui concerne la comptabilisation des frais administratifs.

EXAMEN DU TEXTE

Préambule

Compte tenu de l'observation relative au fondement juridique du projet, on complètera l'énumération des articles de la loi du 22 juillet 1953, figurant au premier alinéa du préambule du projet, par la mention des articles 11, 12 et 20 de cette loi.

En outre, pour tous les articles de la loi du 22 juillet 1953, mentionnés au premier alinéa du préambule du projet, il y a lieu de préciser qu'ils ont été insérés ou modifiés par l'arrêté royal du 21 avril 2007 précité.

Article 1^{er}

1. L'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet est à la fois superflu et inexact, dès lors que le règlement en projet s'applique également aux contrôleurs et aux entités d'audit de pays tiers, ainsi qu'il ressort de l'article 2, § 1^{er}, du projet. Il faut dès lors omettre l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet.

2. A la fin de l'article 1^{er}, § 2, du projet, le membre de phrase "sont d'application conforme" donne à penser que les définitions figurant dans la loi ne s'appliquent pas pleinement au règlement en projet et qu'il appartient au Roi d'adapter ces définitions. Etant donné que le texte en projet vise à mettre en oeuvre certaines dispositions de la loi précitée, il faut considérer que telle ne peut en être l'intention. Par conséquent, l'article 1^{er}, § 2, du projet est superflu et doit être omis.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas logique, vu ce qu'énonce l'article 1^{er}, § 2, du projet, de faire figurer dans l'article 1^{er}, § 3, 4^o, une définition de la notion de "Conseil" qui est déjà inscrite à l'article 2, 11^o, de la loi.

De Koning heeft van de hem aldus verleende bevoegdheid gebruik gemaakt met het koninklijk besluit van 21 april 2007 dat de voornoemde wet van 22 juli 1953 ingrijpend heeft gewijzigd (1).

Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe uitvoering te geven aan een aantal bepalingen van de wet van 22 juli 1953 (2), die worden gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 2007. Het betreft meer in het bijzonder bepalingen die betrekking hebben op het vaststellen van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren.

2. Een groot aantal bepalingen van het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 18, eerste lid, van de wet van 22 juli 1953, dat luidt :

« De Koning stelt, op voorstel van of na advies van de Raad van het Instituut, het stagereglement en het tuchtreglement vast, alsmede de andere reglementen die noodzakelijk zijn voor de werking van het Instituut en voor de verwezenlijking van zijn bij deze wet omschreven doelstellingen ».

Daarnaast kunnen sommige bepalingen van het ontwerp worden geacht rechtsgrond te vinden in artikelen van de wet van 22 juli 1953 die voor het regelen van een bepaalde aangelegenheid refereren aan het huishoudelijk reglement. Dat is met name het geval voor de artikelen 2 en 3 van het ontwerp (met betrekking tot de financiering van de werkingskosten van het Instituut), die kunnen worden geacht rechtsgrond te vinden in artikel 12 van de wet, artikel 4 van het ontwerp dat betrekking heeft op het toekennen van de eretitel van bedrijfsrevisor en dat rechtsgrond vindt in artikel 11, § 2, van de wet, de artikelen 6 tot 15 van het ontwerp in verband met de algemene vergadering, die rechtsgrond vinden in artikel 20, eerste lid, van de wet, en artikel 31 van het ontwerp (met betrekking tot de jaarrekening en begroting), dat kan worden geacht rechtsgrond te vinden in artikel 24 van de wet.

3. Met betrekking tot sommige bepalingen van het ontwerp ziet de Raad van State, afdeling wetgeving, niet welke wetsbepaling daarvoor rechtsgrond biedt.

Dat is het geval voor de bevoegdheid die artikel 5 van het ontwerp aan de Raad van het Instituut beoogt te geven om "een aangepast regime (in te richten) voor de kandidaat-bedrijfsrevisoren" (3).

Het is evenmin duidelijk welke wetsbepaling de Koning bevoegd maakt om het verval van rechtswege of het ontslag van een lid van de Raad van het Instituut te regelen, zoals dat gebeurt in artikel 27, §§ 1 en 2, van het ontwerp.

Eenzelfde vaststelling geldt ten aanzien van artikel 34, § 2, van het ontwerp, inzake het aanrekenen van administratieve kosten.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Aanhef

Rekening houdende met wat over de rechtsgrond van het ontwerp is opgemerkt, vervolledige men de opsomming van artikelen van de wet van 22 juli 1953, in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, met de vermelding van de artikelen 11, 12 en 20 van die wet.

Daarenboven dient met betrekking tot alle artikelen van de wet van 22 juli 1953, waarvan melding wordt gemaakt in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, te worden aangegeven dat ze ingevoegd, dan wel gewijzigd zijn bij het reeds genoemde koninklijk besluit van 21 april 2007.

Artikel 1

1. Artikel 1, § 1, van het ontwerp is tegelijk overbodig en onjuist, ermee rekening houdende dat de ontworpen regeling ook van toepassing is op auditoren en auditorganisaties van derde landen, zoals blijkt uit artikel 2, § 1, van het ontwerp. Artikel 1, § 1, van het ontwerp dient derhalve te worden weggelaten.

2. Aan het einde van artikel 1, § 2, van het ontwerp, wekt de zinsnede "zijn van overeenkomstige toepassing" de indruk dat de in de wet voorkomende definities niet onverkort gelden voor de ontworpen regeling en dat het aan de Koning staat om die definities aan te passen. Ermee rekening houdende dat de ontworpen regeling uitvoering beoogt te geven aan sommige bepalingen van de voornoemde wet, moet worden geacht dat zulks niet de bedoeling kan zijn. Derhalve is artikel 1, § 2, van het ontwerp overbodig en dient het te worden weggelaten.

In ieder geval is het niet logisch om, gelet op het bepaalde in artikel 1, § 2, van het ontwerp, in artikel 1, § 3, 4^o, een omschrijving van het begrip "Raad" op te nemen die reeds voorkomt in artikel 2, 11^o, van de wet.

Article 2

Les auteurs du projet doivent apprécier si, dans un souci de clarté, il n'est pas opportun d'indiquer clairement de quel "chiffre d'affaires" il est précisément question à l'article 2, § 1^{er}, b), du projet (par exemple en se référant à une année donnée).

Article 3

L'article 3, § 1^{er}, du projet prévoit notamment que "les cotisations réclamées à partir de la mise en liquidation sont considérées comme des charges de la liquidation". Cette disposition ne peut pas porter atteinte au régime légal de préférence en cas de concours de créanciers.

Article 16

Outre le fait qu'il existe une discordance entre le texte français ("en justice") et le texte néerlandais ("in rechte"), il faut observer que l'article 16 du projet ne reflète pas textuellement la règle qui découle déjà de l'article 22, §§ 1^{er} et 2, de la loi. Il n'est pas recommandé de reproduire, littéralement ou non, dans un arrêté d'exécution des dispositions de la loi qu'il met en oeuvre, ceci étant de nature à rendre incertaine la valeur juridique des dispositions reproduites.

Mieux vaut donc supprimer l'article 16. Si l'on souhaite néanmoins maintenir pareille disposition dans le projet, il faut en aligner davantage la rédaction sur les dispositions de loi concernées et il faut faire en outre référence à celles-ci.

Une observation similaire vaut pour l'article 34, § 3, du projet, qui répète, même si ce n'est pas littéralement, ce qui découle déjà de l'article 8, § 3, de la loi.

Article 17

L'article 17 du projet énumère un certain nombre d'attributions que le Conseil de l'Institut peut déléguer au Comité exécutif. Il y a lieu de constater que certaines de ces attributions ne peuvent pas ou difficilement être considérées comme des questions relevant de la gestion journalière (voir les attributions énumérées à l'article 17, 1^o, 5^o, 6^o et 8^o, du projet) (4) alors que l'article 22, § 4, de la loi limite pareilles délégations à des questions de gestion journalière.

A moins que les mots "dans les conditions qu'il fixe", figurant dans la phrase introductive de l'article 17 du projet, ne doivent être compris en ce sens que c'est le Conseil lui-même qui fixe préalablement les règles essentielles relatives aux attributions concernées, la question se pose de savoir si certaines parties de l'article 17 sont conciliables avec l'article 22, § 4 de la loi, dans la mesure où elles concernent d'autres questions que celles qui entrent dans la gestion journalière.

Article 25

Il y a lieu de lire l'article 25, § 1^{er}, du projet conjointement avec l'article 17 du projet, et de se reporter à cet égard à l'observation formulée sur cet article. En outre, la question se pose de savoir s'il se trouve une disposition de loi qui permet de préciser dans le règlement d'ordre intérieur ce qu'il faut entendre par la notion de "gestion journalière". Le Conseil d'Etat, section de législation, n'en connaît aucune.

Article 34

S'il s'agit, à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, de prévoir que la règle du rappel à l'ordre, énoncée à l'article 37 de la loi, s'appliquera si l'intéressé ne communique pas les renseignements ou documents visés, il faudrait exprimer plus clairement cette intention dans le texte du projet. Pour ce faire, il peut suffire d'écrire à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er} : "... un rappel à l'ordre sera adressé, conformément à l'article 37 de la loi, à tout ... » .

Artikel 2

De stellers van het ontwerp dienen erover te oordelen of het, ter wille van de duidelijkheid, geen aanbeveling verdient om te preciseren welke "omzet" precies wordt bedoeld in artikel 2, § 1, b), van het ontwerp (bijvoorbeeld door te refereren aan een bepaald jaar).

Artikel 3

In artikel 3, § 1, van het ontwerp wordt onder meer bepaald dat "de bijdragen opgevraagd vanaf de datum van de in vereffeningstelling, (worden) beschouwd als lasten van de vereffening". Deze bepaling vermag geen afbreuk te doen aan de wettelijk vastgestelde voorrangsgeregels bij samenloop van schuldeisers.

Artikel 16

Afgezien van de vaststelling dat er een gebrek aan overeenstemming bestaat tussen de Nederlandse ("in rechte") en de Franse tekst ("en justice"), moet worden opgemerkt dat artikel 16 van het ontwerp een niet woordelijke weergave bevat van hetgeen reeds voortvloeit uit artikel 22, §§ 1 en 2, van de wet. Het verdient geen aanbeveling om in een uitvoeringsbesluit al dan niet woordelijk bepalingen over te nemen van de wet waaraan uitvoering wordt gegeven, omdat dit van aard is om onzekerheid tot stand te brengen omtrent de juridische waarde van de overgenomen bepalingen.

Artikel 16 wordt derhalve beter weggelaten. Wenst men toch een dergelijke bepaling te behouden in het ontwerp, dan dient redactioneel beter te worden aangesloten op de betrokken wetsbepalingen en moet bovendien naar deze laatste worden verwezen.

Een gelijkaardige opmerking geldt ten aanzien van artikel 34, § 3, van het ontwerp dat, zij het niet woordelijk, weergeeft wat reeds volgt uit artikel 8, § 3, van de wet.

Artikel 17

In artikel 17 van het ontwerp worden een aantal bevoegdheden opgesomd die door de Raad van het Instituut kunnen worden gedelegeerd aan het Uitvoerend Comité. Er moet worden vastgesteld dat sommige van die bevoegdheden niet of moeilijk kunnen worden beschouwd als aangelegenheden die tot het dagelijks bestuur behoren (zie de bevoegdheden opgesomd in artikel 17, 1^o, 5^o, 6^o en 8^o, van het ontwerp) (4), alhoewel artikel 22, § 4, van de wet, dergelijke delegaties beperkt tot aangelegenheden van dagelijks bestuur.

Tenzij de woorden "binnen de door hem vastgestelde voorwaarden", in de inleidende zin van artikel 17 van het ontwerp, zo moeten worden begrepen dat het de Raad zelf is die vooraf de essentiële regels met betrekking tot de betrokken bevoegdheden vaststelt, rijst de vraag naar de verenigbaarheid van bepaalde onderdelen van artikel 17 met artikel 22, § 4, van de wet, in de mate dat zij andere aangelegenheden betreffen dan die welke tot het dagelijks bestuur kunnen worden gerekend.

Artikel 25

Artikel 25, § 1, van het ontwerp moet worden gelezen in samenhang met artikel 17, van het ontwerp in welk verband kan worden verwezen naar de opmerking die bij dat artikel is gemaakt. Daarenboven rijst de vraag of er een wetsbepaling is die het mogelijk maakt dat in het huishoudelijk reglement wordt bepaald wat dient te worden begrepen onder het begrip "dagelijks bestuur". De Raad van State, afdeling wetgeving, ziet geen dergelijke bepaling.

Artikel 34

Indien aan artikel 34, § 1, eerste lid, van het ontwerp de bedoeling ten grondslag ligt om te bepalen dat de in artikel 37 van de wet vervatte regeling inzake de terechtwijzing toepassing zal vinden ingeval de betrokkene niet de beoogde inlichtingen of documenten verstrekt, zou die bedoeling redactioneel duidelijker tot uitdrukking moeten worden gebracht in de tekst van het ontwerp. Daartoe kan het volstaan om in artikel 34, § 1, eerste lid, te schrijven : "... zal, overeenkomstig artikel 37 van de wet, een terechtwijzing worden gericht aan... » .

Article 35

Selon l'article 30, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi, les normes et les recommandations, ainsi que leurs mises à jour, sont publiées sous forme papier et sur le site internet de l'Institut et du Conseil supérieur des professions économiques. L'article 35, § 2, du projet ne peut pas y porter atteinte, ni a fortiori être source de confusion à ce sujet (par les mots "où le public pourra les consulter", par exemple, entend-on la publication sur papier ?). Si les auteurs du projet estiment que l'article 35, § 2, doit être maintenu, la formulation de cette disposition devra être adaptée en tenant compte de l'article 30, § 4, de la loi.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert, W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

A. Spruyt, M. Tison, assessesurs de la section de législation;

Mme M. Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le greffier,

M. Verschraeghen.

Le président,

M. Van Damme.

Notes

(1) Arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil.

(2) Depuis sa modification par l'arrêté royal du 21 avril 2007, il s'agit de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises.

(3) Par ailleurs, on ne voit pas quels seront précisément les effets juridiques du "régime approprié" visé, outre la constatation que pareille disposition n'est pas à sa place dans le projet eu égard à sa portée, qui est d'établir le règlement d'ordre intérieur.

(4) L'article 25, § 1^{er}, du projet précise ce qu'il faut entendre par "gestion journalière" dans le sens de l'article 22, § 4, de la loi.

7 JUIN 2007. — Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 108 de la Constitution,

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, en particulier l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition de dispositions de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil, et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil (ci-après « l'arrêté royal du 21 avril 2007 »), l'article 12 introduit par l'arrêté royal du 21 avril 2007, et les articles 18, 20 et 24, tels que modifiés par l'arrêté royal du 21 avril 2007;

Vu l'avis du Conseil de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises du 9 février 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Professions économiques du 13 février 2007;

Artikel 35

Luidens artikel 30, § 4, eerste lid, van de wet worden de normen en aanbevelingen evenals hun bijwerkingen openbaar gemaakt op papier en op de website van het Instituut en de Hoge Raad voor de Economische Beroepen. Artikel 35, § 2, van het ontwerp kan daaraan geen afbreuk doen, laat staan daarover onduidelijkheid doen ontstaan (wordt bijvoorbeeld met de woorden "alwaar het publiek hiervan inzage kan nemen » bedoeld op de openbaarmaking op papier ?). Indien de stellers van het ontwerp van oordeel zijn artikel 35, § 2, te moeten handhaven, zal de redactie van die bepaling met inachtneming van artikel 30, § 4, van de wet, dienen te worden aangepast.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter,

J. Baert, W. Van Vaerenbergh, staatsraden,

A. Spruyt, M. Tison, assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw M. Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. Depuydt, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De griffier,

M. Verschraeghen.

De voorzitter,

M. Van Damme.

Nota's

(1) Koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad.

(2) Sinds de wijziging ervan bij het koninklijk besluit van 21 april 2007 betreft het de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor.

(3) Het is bovendien niet duidelijk welke de precieze juridische gevolgen zullen zijn van het beoogde "aangepast regime", nog afgezien van de vaststelling dat dergelijke bepaling niet thuis lijkt te horen in het ontwerp, gelet op de draagwijdte ervan, zijnde het vaststellen van het huishoudelijk reglement.

(4) In artikel 25, § 1, van het ontwerp wordt bepaald wat onder "dagelijks bestuur", in de zin van artikel 22, § 4, van de wet, moet worden verstaan.

7 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 108 van de Grondwet,

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor, inzonderheid op artikel 11, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van Richtlijn 84/253/EEG van de Raad (hierna « het koninklijk besluit van 21 april 2007 »), artikel 12, ingevoegd door het koninklijk besluit van 21 april 2007 en artikelen 18, 20 en 24, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 april 2007;

Gelet op het advies van de Raad van het Instituut der Bedrijfsrevisoren van 9 februari 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van 13 februari 2007;

Vu l'avis 42.940/1 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o la loi : la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises;

2^o l'assemblée générale : l'assemblée générale de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, prévue par l'article 19 de la loi;

3^o le registre public : le registre public visé à l'article 10 de la loi.

CHAPITRE II. — *Du financement des frais de fonctionnement de l'Institut*

Art. 2. § 1^{er}. Les réviseurs d'entreprises ainsi que les contrôleurs et les entités d'audit de pays tiers inscrits au registre public conformément à l'article 7, § 4 de la loi, paient chaque année pour couvrir le financement des frais de fonctionnement de l'Institut :

a) une cotisation fixe dont le montant ne peut être supérieur à 5.000 EUR, adapté à l'indice des prix à la consommation;

b) une cotisation complémentaire variable calculée en fonction du chiffre d'affaires; cette cotisation ne peut être supérieure à 2 % et peut être fixée à un montant minimum.

§ 2. Annuellement, l'assemblée générale détermine le montant des cotisations fixes ainsi que, le cas échéant, le pourcentage des cotisations variables. Elle fixe toutes les modalités particulières qui sont utiles pour le calcul des cotisations.

§ 3. Les réviseurs d'entreprises communiquent leur chiffre d'affaires, au plus tard le 31 mars de chaque année par le biais d'un formulaire de déclaration, établi par le Conseil.

§ 4. La moitié des cotisations fixes et variables est réclamée au cours de chaque semestre. La première moitié de la cotisation variable est un acompte calculé sur la base de la déclaration de l'année précédente.

Les cotisations sont payables dans le mois de l'appel adressé par le trésorier.

§ 5. Le Conseil établit les modalités de la perception des cotisations fixe et variable, dans le respect des décisions de l'assemblée générale et des dispositions du présent règlement.

§ 6. Le réviseur d'entreprises personne physique démissionnaire ou le cabinet de révision qui demande à être retiré du registre public est tenu de payer les cotisations pour le semestre au cours duquel la démission ou le retrait du registre public est admis.

§ 7. Les associés d'un cabinet de révision sont responsables du paiement des cotisations imputées au cabinet de révision par part virile.

Art. 3. § 1^{er}. Les cabinets de révision en liquidation paient des cotisations, conformément à l'article 2. Sans préjudice de l'article 2, § 7, les cotisations réclamées à partir de la mise en liquidation sont considérées comme des charges de la liquidation.

§ 2. Les liquidateurs d'un cabinet de révision communiquent, au moyen du formulaire de déclaration visé à l'article 2, § 3, le chiffre d'affaires de la société jusqu'à son omission du registre public, et ce afin de s'acquitter de la cotisation variable restant due.

CHAPITRE III. — *Des titres honorifiques et d'un régime pour les candidats réviseurs d'entreprises*

Art. 4. § 1^{er}. Le Conseil peut accorder le port du titre de réviseur d'entreprises honoraire aux réviseurs d'entreprises qui ont démissionné après avoir exercé la profession avec dignité, probité et délicatesse pendant quinze ans au moins et qui n'exercent pas une autre profession susceptible de créer une confusion avec les activités d'un réviseur d'entreprises.

§ 2. La liste des réviseurs d'entreprises honoraires est publiée sur le site internet visé à l'article 10, § 2 de la loi.

Gelet op het advies 42.940/1 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van onderhavig besluit wordt verstaan onder :

1^o de wet : de wet van 22 juli 1953 houdende de oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor;

2^o de algemene vergadering : de algemene vergadering van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, bepaald in artikel 19 van de wet;

3^o het openbaar register : het register bedoeld in artikel 10 van de wet.

HOOFDSTUK II. — *De financiering van de werkingskosten van het Instituut*

Art. 2. § 1. De bedrijfsrevisoren, alsook de auditors en auditororganisaties van derde landen ingeschreven in het openbaar register overeenkomstig artikel 7, § 4 van de wet betalen jaarlijks ter financiering van de werkingskosten van het Instituut :

a) een vaste bijdrage waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan 5.000 EUR, aangepast aan de index van de consumptieprijsen;

b) een aanvullende veranderlijke bijdrage, die wordt berekend steunend op de omzet; deze bijdrage mag niet hoger zijn dan 2 % en kan op een minimum bedrag worden vastgelegd.

§ 2. Jaarlijks bepaalt de algemene vergadering het bedrag van de vaste bijdragen en ook in voorkomend geval het percentage van de veranderlijke bijdragen. Ze stelt alle bijzondere voorwaarden vast die nuttig zijn voor de berekening van deze bijdragen.

§ 3. De bedrijfsrevisoren delen hun omzet ten laatste op 31 maart van elk jaar mee door middel van een aangifteformulier, opgesteld door de Raad.

§ 4. De vaste en de veranderlijke bijdragen worden telkens voor de helft halfjaarlijks opgevraagd. De eerste helft van de veranderlijke bijdrage is een voorschot berekend op basis van de aangifte van het vorige jaar.

De bijdragen zijn betaalbaar binnen de maand na de door de penningmeester toegezonden oproep.

§ 5. De Raad stelt de inningsvoorwaarden van de vaste en veranderlijke bijdrage vast, met naleving van de beslissingen van de algemene vergadering en de bepalingen van onderhavige reglement.

§ 6. De bedrijfsrevisor natuurlijke persoon die ontslag neemt of het bedrijfsrevisorenkantoor dat vraagt om doorgedaald te worden in het openbaar register, is de bijdragen verschuldigd voor het halfjaar waarin het ontslag of de doorhaling wordt aanvaard.

§ 7. De vennoten van een bedrijfsrevisorenkantoor zijn per hoofdelijk aandeel aansprakelijk voor de betaling van de bijdragen toegerekend aan het bedrijfsrevisorenkantoor.

Art. 3. § 1. De bedrijfsrevisorenkantoren in vereffening betalen bijdragen overeenkomstig artikel 2. Onverminderd artikel 2, § 7 worden de bijdragen opgevraagd vanaf de datum van de in vereffeningstelling beschouwd als lasten van de vereffening.

§ 2. De vereffenaars van een bedrijfsrevisorenkantoor delen aan de hand van het in artikel 2, § 3 bedoeld aangifteformulier de omzet mee van de vennootschap tot aan haar doorhaling op het openbaar register, dit ter afrekening van de nog verschuldigde veranderlijke bijdrage.

HOOFDSTUK III. — *Eretitels en een regime voor kandidaat-bedrijfsrevisoren*

Art. 4. § 1. De Raad kan het voeren van de titel van erebedrijfsrevisor toekennen aan bedrijfsrevisoren die ontslag namen na gedurende tenminste vijftien jaar het beroep met waardigheid, rechtchapheid en kiesheid te hebben uitgeoefend en die niet actief zijn in een ander beroep dat verwarring zou kunnen scheppen met de activiteiten van een bedrijfsrevisor.

§ 2. De lijst van de erebedrijfsrevisoren wordt gepubliceerd op de website bedoeld in artikel 10, § 2 van de wet.

§ 3. En cas de manquement aux règles de dignité, probité et délicatesse ou aux conditions d'octroi du titre de réviseur d'entreprises honoraires, l'autorisation de porter le titre honorifique peut être retirée par le Conseil. L'intéressé dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter de la notification du retrait pour introduire un recours auprès de la Commission d'appel. Les articles 64 et 68, paragraphe 1^{er} de la loi s'appliquent.

§ 4. Le Conseil peut accorder le port du titre de président honoraire à un ancien président de l'Institut, après l'achèvement de son mandat.

Les principes repris au paragraphe 3 sont d'application le cas échéant.

Art. 5. Le Conseil peut, après avis favorable du Conseil supérieur des Professions économiques, organiser un régime approprié pour les candidats réviseurs d'entreprises, c'est-à-dire les stagiaires réviseurs d'entreprises qui, après avoir réussi l'examen d'aptitude, n'ont pas encore prêté serment ainsi que les personnes physiques démissionnaires qui, conformément à l'article 18 de l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public, peuvent faire valoir leur réinscription au registre public.

CHAPITRE IV. — De l'assemblée générale

Art. 6. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au cours de la seconde moitié du mois d'avril.

Le Conseil détermine les modalités de convocation et de mise à disposition des documents.

La convocation mentionne l'ordre du jour, le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée.

Art. 7. Sans préjudice de l'article 19, alinéa 4, de la loi, les procurations pour l'assemblée générale doivent, pour être valables, parvenir à l'Institut au moins cinq jours calendrier avant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être datées et signées par le mandant et comprendre l'identité du mandant, l'identité du mandataire et la date de l'assemblée générale pour laquelle la procuration est valable.

Art. 8. Les comptes annuels et le budget donnent lieu à des votes séparés.

Le vote du budget porte nécessairement sur l'ensemble de celui-ci et entraîne l'approbation du montant des cotisations en fonction des montants qui ont été pris en considération pour l'établissement dudit budget.

Dans les limites du budget approuvé d'un exercice, le Conseil est autorisé à percevoir les cotisations destinées à couvrir les frais de fonctionnement de l'Institut et à engager les dépenses durant les six premiers mois de l'exercice suivant.

Si les comptes ou le budget ne sont pas approuvés, le Conseil peut proroger l'assemblée générale de deux mois au plus.

Art. 9. Par application des articles 21, 26, § 2 et 63, § 2 de la loi, l'assemblée procède à l'élection :

- a) du président;
- b) du vice-président;
- c) des membres du Conseil;
- d) des commissaires chargés du contrôle des comptes annuels;
- e) des réviseurs d'entreprises qui siègent à la Commission d'appel.

Le président du Conseil porte le titre de président de l'Institut.

Les nouveaux titulaires entrent en fonction immédiatement après l'assemblée générale qui les a désignés.

Art. 10. L'assemblée générale convoquée conformément à l'article 20, alinéa 2, de la loi, à la demande d'au moins un cinquième des réviseurs d'entreprises personnes physiques, doit se tenir au plus tard deux mois après la date de la réception de la demande.

Art. 11. Les convocations aux assemblées générales mentionnent l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée.

Art. 12. L'assemblée générale ne peut délibérer valablement que sur les objets portés à son ordre du jour.

Elle est présidée par le président de l'Institut.

§ 3. Bij niet-naleving van de regels van waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid of wanneer niet langer voldaan is aan de toekenningsvoorwaarden van de titel van erebedrijfsrevisor, kan de Raad de toestemming tot het voeren van de eretitel intrekken. De belanghebbende beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de betekening van de intrekking om beroep in te dienen bij de Commissie van Beroep. De artikelen 64 en 68, eerste paragraaf van de wet zijn van toepassing.

§ 4. De Raad kan het voeren van de titel van erevoorzitter toekennen aan een gewezen voorzitter van het Instituut, na het beëindigen van diens mandaat.

Desgevallend zijn de principes opgesomd in paragraaf 3 van de toepassing.

Art. 5. De Raad kan, na gunstig advies van de Hoge Raad voor de Economische Beroepen, een aangepast regime inrichten voor de kandidaat-bedrijfsrevisoren, dit wil zeggen de stagiaires bedrijfsrevisoren die, na geslaagd te zijn voor het bekwaamheidsexamen, de eed van bedrijfsrevisor nog niet hebben afgelegd, alsook de ontslagnemende natuurlijke personen die, overeenkomstig artikel 18 van het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register, aanspraak kunnen maken op herinschrijving in het openbaar register.

HOOFDSTUK IV. — Algemene vergadering

Art. 6. De gewone algemene vergadering komt jaarlijks bijeen in de loop van de tweede helft van de maand april.

De Raad bepaalt de modaliteiten van oproeping en terbeschikkingstelling van de documenten.

De oproeping vermeldt de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering.

Art. 7. Onverminderd het bepaalde in artikel 19, vierde lid, van de wet, moeten de volmachten voor de algemene vergadering, om geldig te zijn, aankomen op het Instituut, ten minste vijf kalenderdagen vóór de datum van de algemene vergadering. Zij moeten gedateerd en ondertekend zijn door de volmachtgever en dienen de identiteit van de volmachtgever, de identiteit van de gevolmachtigde en de datum van de algemene vergadering waarvoor de volmacht geldig is, te bevatten.

Art. 8. De jaarrekening en de begroting geven aanleiding tot aparte stemmingen.

De stemming over de begroting slaat noodzakelijk op de gehele begroting en brengt mede dat deze bijdragen zijn bepaald op de bedragen die in aanmerking werden genomen voor de opstelling van de begroting.

Binnen de perken van de goedgekeurde begroting van een boekjaar, is de Raad ertoe gemachtigd om gedurende de eerste zes maanden van het volgend boekjaar de bijdragen in de werkingskosten van het Instituut te innen en de uitgaven te doen.

Indien de rekening of de begroting niet wordt goedgekeurd, kan de Raad de algemene vergadering ten hoogste twee maanden uitstellen.

Art. 9. In toepassing van de artikelen 21, 26, § 2 en 63, § 2, van de wet kiest de vergadering :

- a) de voorzitter;
- b) de ondervoorzitter;
- c) de leden van de Raad;
- d) de commissarissen belast met de controle van de jaarrekening;
- e) de bedrijfsrevisoren die zetelen in de Commissie van Beroep.

De voorzitter van de Raad voert de titel van voorzitter van het Instituut.

De nieuwe titularissen treden onmiddellijk in functie na de algemene vergadering die hen heeft aangeduid.

Art. 10. De algemene vergadering die overeenkomstig artikel 20, tweede lid van de wet wordt samengeroepen op vraag van ten minste één vijfde van de bedrijfsrevisoren natuurlijke personen, moet ten laatste twee maanden na de datum van de ontvangst van de aanvraag worden gehouden.

Art. 11. De oproepingen tot de algemene vergaderingen vermelden het uur, de plaats en de agenda van de vergadering.

Art. 12. De algemene vergadering kan enkel over de op haar agenda vermelde onderwerpen geldig beraadslagen.

Zij wordt voorgezeten door de voorzitter van het Instituut.

A toute assemblée, il est procédé, sur proposition du président, à la désignation d'au moins deux scrutateurs et de dix au plus, qui ne peuvent être désignés parmi les membres du Conseil, ni parmi les candidats à des mandats que l'assemblée est appelée à pourvoir.

Art. 13. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans le procès-verbal signé par le président, les secrétaires et deux scrutateurs.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont conservés au siège de l'Institut. Ils sont communiqués aux réviseurs d'entreprises à leur demande.

Le président de l'Institut décide de la délivrance des extraits destinés à des personnes qui ne sont pas réviseurs d'entreprises et les signe.

Art. 14. § 1^{er}. Les décisions de l'assemblée générale sont prises par vote à main levée, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

§ 2. Le vote a lieu au scrutin secret lorsqu'il concerne des élections.

§ 3. En dehors du cas visé au § 2, il ne peut être procédé à un scrutin secret qu'au moyen d'une demande écrite introduite par cinquante réviseurs d'entreprises personnes physiques et à condition que cette demande soit adressée à l'Institut au moins huit jours calendrier avant la date de l'assemblée générale.

Art. 15. § 1. Lorsqu'une assemblée générale est appelée à procéder à des élections, le président de l'Institut en avise les réviseurs d'entreprises deux mois au moins avant la réunion en mentionnant les mandats vacants. Pour être recevables, les candidatures doivent parvenir au président de l'Institut au plus tard un mois avant la réunion, et elles doivent être soutenues par dix réviseurs d'entreprises personnes physiques au moins.

§ 2. Ne sont pas éligibles :

a) les réviseurs d'entreprises qui, à la date limite pour le dépôt des candidatures, exercent la profession depuis moins de cinq ans;

b) les cabinets de révision;

c) ceux qui, à la date limite pour le dépôt des candidatures, sont en défaut de paiement de cotisation;

d) ceux qui, ayant été condamnés à une peine de suspension ou de radiation soit par la Commission de discipline, soit par la Commission d'appel, font l'objet d'une procédure disciplinaire pendante respectivement devant la Commission d'appel ou la Cour de cassation au moment des élections;

e) ceux qui, depuis moins de trois ans à la date de la réunion de l'assemblée générale, ont fait l'objet d'une peine disciplinaire autre que l'avertissement, ou ceux qui, depuis moins de cinq ans ont fait l'objet d'une peine de suspension inférieure à six mois, et ceux qui, depuis moins de dix ans, ont été frappés d'une peine de suspension de six mois au moins; le délai commence à courir à dater du moment où la sentence est devenue définitive.

§ 3. Si le nombre des candidats présentés régulièrement est inférieur au double des mandats à conférer, le Conseil peut d'initiative présenter des candidats, moyennant l'accord de ceux-ci.

Si le nombre des candidats présentés, le cas échéant en application de l'alinéa précédent, est égal au nombre de mandats à conférer, ces candidats sont proclamés élus par l'assemblée générale sans autre formalité.

§ 4. Les mandats sont conférés à la majorité des réviseurs d'entreprises présents ou représentés. Si, après le deuxième tour de scrutin, la majorité requise n'a pas été atteinte, il est organisé un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix. S'il y a partage des voix, la priorité est donnée à la participation au scrutin de ballottage au membre le plus jeune.

Est élu à la suite du scrutin de ballottage, celui qui a recueilli le plus grand nombre de voix. S'il y a partage des voix au troisième tour, le candidat le plus jeune a la priorité.

Lorsque le vote porte en même temps sur des fonctions de membre et de membre suppléant de la Commission d'appel, les candidats qui ont obtenu le plus de voix au premier tour de scrutin sont désignés aux fonctions de membre effectif, nonobstant les règles mentionnées ci-dessus.

Op elke vergadering worden op voorstel van de voorzitter ten minste twee en ten hoogste tien stemopnemers aangewezen die niet mogen worden gekozen uit de Raadsleden of uit de kandidaten voor mandaten waarin de vergadering moet voorzien.

Art. 13. De besluiten van de algemene vergadering worden opgenomen in de notulen die worden ondertekend door de voorzitter, de secretarissen en twee stemopnemers.

De notulen van de algemene vergaderingen worden bewaard op de zetel van het Instituut. Op vraag van de bedrijfsrevisoren worden ze hen meegedeeld.

De voorzitter van het Instituut beslist over de uitreiking van uittreksels die voor niet-bedrijfsrevisoren zijn bestemd en ondertekent ze.

Art. 14. § 1. De besluiten van de algemene vergadering worden bij handopsteken genomen, tenzij de vergadering anders beschikt.

§ 2. De stemming is geheim wanneer zij verkiezingen betreft.

§ 3. Buiten het in § 2 bedoelde geval, kan slechts tot een geheime stemming worden overgaan middels een schriftelijk verzoek daartoe vanwege vijftig bedrijfsrevisoren natuurlijke personen en op voorwaarde dat dit verzoek ten minste acht kalenderdagen vóór de datum van de algemene vergadering aan het Instituut wordt gericht.

Art. 15. § 1. Wanneer een algemene vergadering tot verkiezingen moet overgaan, brengt de voorzitter van het Instituut de bedrijfsrevisoren hiervan ten minste twee maanden vóór de bijeenkomst op de hoogte met vermelding van de te begeven mandaten. Om ontvankelijk te zijn, moeten de kandidaturen uiterlijk één maand vóór de vergadering bij de voorzitter van het Instituut toekomen en door ten minste tien bedrijfsrevisoren natuurlijke personen worden gesteund.

§ 2. Niet verkiesbaar zijn :

a) de bedrijfsrevisoren, die op de uiterste datum voor de indiening van de kandidaturen het beroep sedert minder dan vijf jaar uitoefenen;

b) de bedrijfsrevisorenkantoren;

c) zij die, op de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen, hun bijdragen niet hebben betaald;

d) zij die na veroordeling, hetzij door de Tuchtcommissie, hetzij door de Commissie van Beroep, tot de straf van de schorsing of de schrapping, op het tijdstip der verkiezingen het voorwerp uitmaken van een tuchtprocedure die aanhangig is respectievelijk voor de Commissie van beroep of het Hof van Cassatie;

e) zij die, minder dan drie jaar vóór de datum van de bijeenkomst van de algemene vergadering, het voorwerp hebben uitgemaakt van een tuchtrechtelijke straf anders dan een waarschuwing of zij die sedert minder dan vijf jaar een schorsing van minder dan zes maand en zij die, sedert minder dan tien jaar, een schorsing van ten minste zes maanden hebben opgelopen; de termijn begint te lopen vanaf het tijdstip dat de beslissing definitief is geworden.

§ 3. Indien het aantal regelmatig voorgestelde kandidaten lager ligt dan het dubbel van het aantal te begeven mandaten, kan de Raad op eigen initiatief kandidaten voordragen, mits het akkoord van deze laatsten.

Indien het aantal voorgedragen kandidaten, in voorkomend geval in toepassing van het vorige lid, gelijk is aan het aantal te begeven mandaten, worden deze kandidaten, zonder andere vormvereisten door de algemene vergadering als verkozen verklaard.

§ 4. De mandaten worden toegekend bij meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde bedrijfsrevisoren. Indien na de tweede stemronde de vereiste meerderheid niet wordt bereikt, vindt er een herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben bekomen. Bij staking van stemmen wordt de deelneming aan de herstemming bepaald voorrang verlenend aan het jongste lid.

Bij de herstemming wordt diegene benoemd die de meeste stemmen heeft bekomen. Bij staking van stemmen bij de derde stembeurt krijgt de jongste kandidaat de voorkeur.

Wanneer de stemming gelijktijdig betrekking heeft op de functies van lid en van plaatsvervangend lid van de Commissie van Beroep, worden, onverminderd de voormelde regels, de kandidaten die bij de eerste stemronde de meeste stemmen hebben gehaald, aangewezen als effectief lid.

CHAPITRE V. — *Du Conseil*

Art. 16. Le Conseil peut déléguer, le cas échéant dans les conditions qu'il fixe, les tâches suivantes au Comité exécutif :

1° vérifier et établir si le candidat réviseur d'entreprises ou l'entité satisfaite aux conditions prévues aux articles 5 à 7 de la loi, et, le cas échéant, l'admettre comme réviseur d'entreprises;

2° surveiller l'établissement et la mise à jour du registre public conformément aux règles établies par le présent règlement;

3° assurer que les informations requises enregistrées dans le registre public sont accessibles au public comme prévu à l'article 11 de l'arrêté royal du 30 avril 2007 relatif à l'agrément des réviseurs d'entreprises et au registre public;

4° approuver les contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile des réviseurs d'entreprises;

5° interjeter appel contre une décision de la Commission de discipline ou introduire un pourvoi en cassation contre une décision de la Commission d'appel;

6° engager ou licencier le personnel de l'Institut et en fixer les rémunérations;

7° désigner le membre du Conseil ou l'ancien membre du Conseil chargé de représenter le Conseil en cas de permutation au domicile d'un réviseur d'entreprises.

Art. 17. Le Conseil se réunit, sur convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins huit fois par an. La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents nécessaires. Sauf en cas d'urgence, elle est adressée huit jours calendriers au moins avant la réunion.

Art. 18. Le président convoque le Conseil lorsqu'au moins quatre membres en font la demande écrite. Cette demande mentionne l'objet à porter à l'ordre du jour. La séance a lieu au plus tard dix jours calendriers après l'introduction de la demande.

Art. 19. Sans préjudice de l'article 27, les réunions du Conseil sont présidées par le président de l'Institut.

Art. 20. Le Conseil ne peut délibérer valablement que lorsque sept de ses membres au moins sont présents. Les procurations ne sont pas admises.

Trois membres peuvent toutefois demander qu'une question soit reportée à la réunion suivante. Il ne pourra être passé outre cette demande qu'avec l'accord d'au moins six membres présents.

Art. 21. Les délibérations du Conseil sont consignées dans un procès-verbal dont le projet est envoyé aux membres du Conseil et est soumis à leur approbation à la séance suivante.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président et par un secrétaire au moins; ils sont conservés au siège de l'Institut.

Les procès-verbaux ou les extraits de ceux-ci ne peuvent être communiqués aux réviseurs d'entreprises ou à des tiers que par deux membres du Comité exécutif agissant conjointement. Hormis cette communication éventuelle, les procès-verbaux, de même que les délibérations qu'ils reflètent, sont confidentiels.

Le Conseil peut décider que certains documents approuvés par lui et qui sont joints en annexe au procès-verbal de la séance ne seront pas adressés aux réviseurs d'entreprises, ceux-ci pouvant toujours les consulter au siège de l'Institut.

Art. 22. Le Conseil peut former en son sein tous comités qu'il estime utile de créer. Il en définit les attributions. Le président et le vice-président du Conseil sont d'office membres de tout comité.

Le Conseil peut aussi constituer les commissions permanentes ou groupes de travail techniques qu'il juge utiles pour accomplir l'objet de l'Institut. Le Conseil peut inviter des personnes extérieures à l'Institut à en faire partie. Seules les personnes physiques peuvent être membres de ceux-ci et ceci en nom propre. Les procurations ne sont dès lors pas admises.

Les comités, commissions et groupes de travail soumettent leurs conclusions au Conseil.

HOOFDSTUK V. — *De Raad*

Art. 16. De Raad kan, in voorkomend geval binnen de door hem vastgestelde voorwaarden, de volgende taken aan het Uitvoerend Comité delegeren :

1° nagaan en vaststellen of een kandidaat-bedrijfsrevisor of de entiteit voldoet aan de voorwaarden voorzien in de artikelen 5 tot 7 van de wet en, in voorkomend geval, hem als bedrijfsrevisor toelaten;

2° toezicht houden op het opmaken en het bijwerken van het openbaar register overeenkomstig de door onderhavig reglement opgestelde regels;

3° verzorgen van de publieke toegankelijkheid van de nodige in het openbaar register opgeslagen gegevens, zoals voorzien in artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 april 2007 betreffende de erkenning van bedrijfsrevisoren en het openbaar register;

4° de verzekeringscontracten inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de bedrijfsrevisoren goedkeuren;

5° beroep aantekenen tegen een beslissing van de Tuchtcommissie of een voorziening in cassatie indienen tegen een beslissing van de Commissie van Beroep;

6° het personeel van het Instituut aanwerven of ontslaan en hun bezoldiging vaststellen;

7° aanduiden van het Raadslid of het gewezen Raadslid dat zal instaan om de Raad te vertegenwoordigen ingeval van huiszoeking ten huize van een bedrijfsrevisor.

Art. 17. De Raad komt bijeen op uitnodiging van de voorzitter, telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste acht maal per jaar. De oproeping vermeldt de agenda en is vergezeld van de vereiste documenten. Behoudens hoogdringendheid wordt de oproeping ten minste acht kalenderdagen vóór de vergadering verzonden.

Art. 18. De voorzitter roept de Raad bijeen wanneer ten minste vier leden schriftelijk erom verzoeken. Het verzoek vermeldt het onderwerp dat op de agenda moet worden geplaatst. De vergadering vindt plaats ten laatste tien kalenderdagen na het indienen van de aanvraag.

Art. 19. Onverminderd artikel 27 worden de vergaderingen van de Raad voorgezeten door de voorzitter van het Instituut.

Art. 20. De Raad kan slechts geldig beraadslagen wanneer tenminste zeven van zijn leden aanwezig zijn. Volmachten zijn niet toegestaan.

Drie leden kunnen niettemin vragen dat een vraag wordt overgedragen naar een volgende vergadering. Aan deze vraag kan slechts voorbijgegaan worden mits akkoord van ten minste zes aanwezige leden.

Art. 21. De beraadslagingen van de Raad worden opgenomen in notulen, die in ontwerp aan de Raadsleden worden toegestuurd en hen tijdens de volgende vergadering, ter goedkeuring worden voorgelegd.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter en door ten minste één secretaris ondertekend; zij worden op de zetel van het Instituut bewaard.

De notulen of de uittreksels ervan mogen aan de bedrijfsrevisoren of aan derden enkel worden meegedeeld door twee leden van het Uitvoerend comité die gezamenlijk optreden. Buiten deze eventuele mededeling zijn de notulen, evenals de beraadslagingen die ze weergeven, vertrouwelijk.

Door de Raad kan worden besloten dat bepaalde documenten die door hem zijn goedgekeurd en die als bijlage bij de notulen van de vergadering worden gevoegd, niet aan de bedrijfsrevisoren worden toegezonden; deze kunnen er steeds inzage van krijgen op de zetel van het Instituut.

Art. 22. De Raad mag in zijn midden alle door hem nuttig geachte comités oprichten. Hij stelt de bevoegdheden ervan vast. De voorzitter en de ondervoorzitter van de Raad zijn van ambtswege lid van elk comité.

De Raad mag eveneens permanente commissies of technische werkgroepen oprichten die hij nodig acht tot verwezenlijking van het doel van het Instituut. De Raad kan personen extern aan het Instituut vragen hieraan deel te nemen. Enkel natuurlijke personen kunnen ervan lid zijn en dit ten persoonlijke titel. Volmachten zijn bijgevolg niet toegestaan.

De comités, commissies en werkgroepen leggen hun besluiten voor aan de Raad.

Art. 23. § 1^{er}. Les modalités de la rémunération éventuelle ou des jetons de présence liés à la participation à des comités, des commissions et des groupes de travail sont déterminées par le Conseil dans les limites du budget fixé par l'assemblée générale.

§ 2. Le Conseil peut autoriser le remboursement à ses membres et aux membres des comités, commissions et groupes de travail :

a) des frais de déplacement et autres débours qu'ils exposent pour assister aux réunions régulières du Conseil, d'un comité, d'une commission ou d'un groupe de travail ou pour accomplir des missions qui leur sont confiées par le Conseil ou avec l'accord de celui-ci;

b) des frais exposés par eux et avec l'accord du Conseil dans l'intérêt de l'Institut.

§ 3. Le Conseil peut fixer, dans les limites du budget approuvé par l'assemblée générale, les indemnités de fonction et de défraiement du président et du vice-président, ainsi que des autres personnes investies de fonctions spécifiques.

Art. 24. § 1^{er}. La gestion journalière au sens de l'article 22, § 4 de la loi comprend la conduite des affaires courantes, la surveillance de la situation financière de l'Institut, la direction du personnel et toutes autres missions définies par le Conseil, à l'exception toutefois des compétences expressément confiées au Conseil par la loi ou le règlement.

§ 2. Le Comité exécutif est constitué au moins du président et du vice-président.

§ 3. Chaque fois que le Conseil se réunit, le Comité exécutif ou le président fait rapport sur la gestion. Le procès-verbal du Comité exécutif est adressé aux membres du Conseil.

Art. 25. Sans préjudice des articles 13, 21 et 27 et des pouvoirs de signature qui seraient décidés par le Conseil, tous les documents émanant de l'Institut doivent, pour engager celui-ci, être signés par le président ou par le vice-président.

Art. 26. § 1^{er}. La qualité de membre du Conseil se perd de plein droit lorsque le titulaire cesse d'être réviseur d'entreprises, ou fait l'objet à titre de sanction disciplinaire d'une suspension de quelque durée qu'elle soit, qui est coulée en force de chose jugée.

§ 2. Sauf en cas de maladie, lorsqu'un membre du Conseil est absent pendant quatre réunions consécutives, le président l'invite à s'expliquer au cours de la réunion suivante du Conseil. S'il ne se présente pas à cette réunion, ou si le Conseil ne peut accepter les motifs d'excuse, la démission du membre est constatée par la prochaine assemblée générale et celle-ci pourvoit à son remplacement.

§ 3. La démission d'un membre du Conseil n'est valablement présentée que si elle a été adressée par écrit au président de l'Institut.

§ 4. Il est pourvu aux vacances par l'assemblée générale annuelle. Toutefois, lorsque plus de deux mandats sont devenus vacants, le Conseil doit, au plus tard deux mois après la survenance de la vacance du troisième mandat, convoquer une assemblée générale à l'effet de procéder à l'élection des nouveaux membres.

CHAPITRE VI. — Des fonctions de président, de vice-président, de secrétaire et de trésorier

Art. 27. En cas d'absence ou d'empêchement du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président ou, à défaut, par le membre du Conseil disposant de l'ancienneté la plus importante au sein du Conseil, qui n'est pas lui-même absent ou empêché.

Art. 28. Les secrétaires surveillent l'organisation et le fonctionnement du secrétariat, la tenue à jour du registre public et la conservation des archives. Ils sont chargés du secrétariat de l'assemblée générale. Ils préparent les assemblées générales et les réunions du Conseil, ainsi que les procès-verbaux correspondants.

Art. 23. §1. De eventuele vergoedingsmodaliteiten of presentiegelden die verband houden met de deelneming aan de comités, commissies en werkgroepen worden door de Raad bepaald binnen de grenzen van de door de algemene vergadering vastgestelde begroting.

§ 2. De Raad kan toestaan dat aan zijn leden en aan de leden van de comités, commissies en werkgroepen worden terugbetaald :

a) de reis- en andere kosten die zij maken om de regelmatig samengeroepen vergaderingen van de Raad, van een comité, commissie of werkgroep bij te wonen of om de opdrachten te vervullen, die hen door de Raad of met zijn instemming zijn toevertrouwd;

b) de door hen en met het akkoord van de Raad in het belang van het Instituut gedane uitgaven.

§ 3. De Raad kan, binnen de grenzen van de begroting goedgekeurd door de algemene vergadering, de functie- en de kostenvergoedingen van de voorzitter en de ondervoorzitter vastleggen, alsook van andere personen belast met specifieke functies.

Art. 24. § 1. Het dagelijks bestuur in de zin van artikel 22, § 4 van de wet omvat het afhandelen van de lopende zaken, het toezicht over de financiële toestand van het Instituut, de leiding van het personeel en alle andere door de Raad bepaalde opdrachten met uitzondering evenwel van de door de wet of het reglement uitdrukkelijk aan de Raad toevertrouwde bevoegdheden.

§ 2. Het Uitvoerend Comité bestaat ten minste uit de voorzitter en de ondervoorzitter.

§ 3. Telkens wanneer de Raad vergadert, brengt het Uitvoerend Comité of de voorzitter verslag uit over het bestuur. De notulen van het Uitvoerend Comité worden aan de leden van de Raad overgemaakt.

Art. 25. Behoudens de artikelen 13, 21 en 27 en de ondertekeningsmachtiging waartoe de Raad zou beslissen, moeten alle stukken die van het Instituut uitgaan, om het Instituut te verbinden, getekend zijn door de voorzitter of door de ondervoorzitter.

Art. 26. § 1. Het lidmaatschap van de Raad vervalt van rechtswege, wanneer de betrokkene ophoudt bedrijfsrevisor te zijn of als tuchtsanctie een schorsing oploopt, van welke duur deze ook moge zijn, die in kracht van gewijsde is gegaan.

§ 2. Behoudens ziekte, indien een raadslid tijdens vier opeenvolgende vergaderingen afwezig is, wordt hij door de voorzitter uitgenodigd om uitleg te verschaffen op de volgende vergadering van de Raad. Indien hij niet aanwezig is op die vergadering, of indien de Raad de motivering voor de afwezigheid niet kan aanvaarden, wordt het ontslag van het lid door de eerstvolgende algemene vergadering vastgesteld en voorziet deze in zijn vervanging.

§ 3. Het ontslag van een lid van de Raad is slechts geldig ingediend wanneer het schriftelijk aan de voorzitter van het Instituut is gericht.

§ 4. De jaarlijkse algemene vergadering voorziet in de vacatures. Wanneer meer dan twee mandaten zijn opengevallen, moet de Raad, ten laatste twee maanden na het vacant worden van het derde mandaat, een algemene vergadering samenroepen ten einde tot de verkiezing van de nieuwe leden over te gaan.

HOOFDSTUK VI. — Functies van de voorzitter, de ondervoorzitter, de secretaris en de penningmeester

Art. 27. In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter worden zijn functies uitgeoefend door de ondervoorzitter of, bij gebreke daaraan, door het Raadslid met de grootste anciënniteit binnen de Raad, dat zelf niet afwezig of verhinderd is.

Art. 28. De secretarissen houden toezicht op de organisatie en de werking van het secretariaat, op het bijhouden van het openbaar register en op het bewaren van het archief. Zij zijn belast met het secretariaat van de algemene vergadering. Zij bereiden de algemene vergaderingen en de vergaderingen van de Raad voor, evenals de erop betrekking hebbende notulen.

Art. 29. Le trésorier est dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes les sommes dues à l'Institut et en délivre quittance.

Sans préjudice de pouvoirs similaires attribués aux membres du Comité exécutif, il effectue tous paiements autorisés par le Conseil ou le Comité exécutif.

Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget et les soumet au Conseil.

A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil un aperçu de la situation financière accompagné d'un état de l'exécution du budget.

CHAPITRE VII. — *Des comptes annuels et du budget*

Art. 30. § 1^{er}. Le Conseil fixe la teneur du plan comptable et détermine les règles d'évaluation, dans le respect des règles reprises dans l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations.

§ 2. Au plus tard le 10 mars de chaque année, le trésorier soumet au Conseil :

a) un projet de comptes annuels de l'Institut clôturés au 31 décembre;

b) un projet de budget pour l'année nouvelle.

§ 3. Le Conseil arrête les comptes annuels qui doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'Institut pour l'année écoulée.

Ils sont établis conformément aux règles prévues au paragraphe 1^{er} de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 mentionné au présent article.

§ 4. Le Conseil les soumet au plus tard un mois avant la date fixée pour l'assemblée générale prévue à l'article 6, à la vérification des commissaires qui sont tenus de déposer leur rapport quinze jours calendrier au moins avant l'assemblée.

§ 5. Les comptes annuels et le rapport des commissaires ainsi que le projet de budget sont joints à la convocation à l'assemblée générale selon les modalités fixées par le Conseil conformément à l'article 6.

CHAPITRE VIII. — *Des informations périodiques à fournir par les réviseurs d'entreprises*

Art. 31. § 1. Les réviseurs d'entreprises informent l'Institut des missions qu'ils accomplissent ou ont accomplies dans le cadre de leur activité professionnelle.

§ 2. Les réviseurs d'entreprises exerçant un ou plusieurs mandats de commissaire auprès d'entités d'intérêt public communiquent annuellement à l'Institut l'hyperlien vers la partie du site internet dans laquelle sont publiées les informations visées à l'article 15 de la loi.

§ 3. Le Conseil détermine la forme, le contenu détaillé et la périodicité des informations visées aux paragraphes 1 et 2.

§ 4. Les réviseurs d'entreprises personnes physiques dont l'activité s'exerce au travers d'un cabinet de révision, inscrit au registre public, sont dispensés des obligations prévues aux paragraphes précédents, lorsqu'ils exercent leur activité professionnelle dans leur totalité au sein de ce cabinet.

CHAPITRE IX. — *Modalités de communication*

Art. 32. § 1^{er}. Les communications à portée individuelle entre l'Institut et un réviseur d'entreprises, ainsi que les communications entre un réviseur d'entreprises et l'Institut, sont faites par lettre recommandée à la poste ou par exploit d'huissier. A défaut, les délais prévus par la loi ou ses arrêtés d'exécution sont réputés ne pas avoir commencé à courir, et/ou la communication pourra être considérée par son destinataire comme n'ayant pas été faite. Les communications se font toujours dans la langue dans laquelle le réviseur d'entreprises est inscrit au registre public.

Art. 29. De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft kwijting.

Zonder afbreuk te doen aan gelijkaardige bevoegdheden toegekend aan de leden van het Uitvoerend Comité mag hij alle door de Raad of het Uitvoerend Comité toegestane betalingen uitvoeren.

Hij stelt het ontwerp van jaarrekening en het ontwerp van begroting op en legt deze voor aan de Raad.

Op het einde van elk trimester legt hij aan de Raad een overzicht van de financiële toestand voor, vergezeld van een staat van de uitvoering van de begroting.

HOOFDSTUK VII. — *Jaarrekening en begroting*

Art. 30. § 1. De Raad stelt de inhoud van het rekeningenstelsel vast en bepaalt de waarderingsregels, met naleving van de regels opgenomen in het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen.

§ 2. Ten laatste op 10 maart van elk jaar legt de penningmeester aan de Raad voor :

a) een ontwerp van jaarrekening van het Instituut afgesloten op 31 december;

b) een ontwerp van begroting voor het nieuwe jaar.

§ 3. De Raad sluit de jaarrekening af; deze moet een getrouw beeld geven van het patrimonium, de financiële toestand en de resultaten van het Instituut over het afgelopen jaar.

Deze wordt opgesteld in overeenstemming met de regels vastgelegd in de eerste paragraaf van het in onderhavig artikel genoemde koninklijk besluit van 19 december 2003.

§ 4. De Raad legt ze uiterlijk één maand vóór de datum vastgesteld voor de algemene vergadering voorgeschreven bij artikel 6 ter verificatie aan de commissarissen voor, die hun verslag ten minste vijftien kalenderdagen vóór de vergadering moeten voorleggen.

§ 5. De jaarrekening en het verslag van de commissarissen evenals het ontwerp van begroting worden bij de uitnodiging voor de algemene vergadering gevoegd op de wijze bepaald door de Raad overeenkomstig artikel 6.

HOOFDSTUK VIII. — *Periodieke mededeling door de bedrijfsrevisoren*

Art. 31. § 1. De bedrijfsrevisoren brengen het Instituut op de hoogte van de opdrachten die zij uitvoeren of hebben uitgevoerd in het kader van hun beroepsactiviteit.

§ 2. De bedrijfsrevisoren die één of meerdere commissarismandaten in een organisatie van openbaar belang uitoefenen, delen jaarlijks aan het Instituut de hyperlink mee naar het deel van de website waar de in artikel 15 van de wet bedoelde informatie is bekendgemaakt.

§ 3. De Raad bepaalt de vorm, de gedetailleerde inhoud en de periodiciteit van de informatie bedoeld in de eerste en tweede paragraaf.

§ 4. De bedrijfsrevisoren natuurlijke personen die hun activiteiten uitvoeren middels een bedrijfsrevisorenkantoor, ingeschreven in het openbaar register, zijn vrijgesteld van de verplichtingen opgenomen in de voorafgaande paragrafen wanneer zij hun gehele beroepsactiviteit in dit kantoor hebben ingebracht.

HOOFDSTUK IX. — *Mededelingsmodaliteiten*

Art. 32. § 1. De mededelingen met een individuele draagwijdte tussen het Instituut en een bedrijfsrevisor, evenals de mededelingen tussen een bedrijfsrevisor en het Instituut, gebeuren bij aangetekende brief of bij deurwaardersexploot. Bij gebreke daaraan worden de termijnen voorzien in de wet of haar uitvoeringsbesluiten geacht nog niet te zijn begonnen lopen, en/of de mededeling zal door zijn bestemming kunnen worden beschouwd als niet gebeurd zijnde. De mededelingen gebeuren steeds in de taal waarin de bedrijfsrevisor in het openbaar register is ingeschreven.

§ 2. Les communications à portée générale de l'Institut envers les réviseurs d'entreprises sont faites dans les formes arrêtées par le Conseil. L'objet des communications à portée générale que le Conseil déciderait de faire sous forme électronique est mentionné dans un bulletin adressé à tous les réviseurs d'entreprises par la poste.

§ 3. Dans le cas où le réviseur d'entreprises personne physique n'est pas domicilié en Belgique ou le cabinet de révision avec lequel il est en relation n'a pas un établissement en Belgique, celui-ci doit disposer en Belgique d'un établissement. Les dossiers, actes, documents et correspondance se rapportant à l'activité professionnelle en Belgique doivent y être conservés sauf éloignement temporaire pour les besoins de la mission et sous la responsabilité du réviseur d'entreprises.

CHAPITRE X. — *Rappel à l'ordre*

Art. 33. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres dispositions légales ou réglementaires plus sévères, un rappel à l'ordre sera adressé, conformément à l'article 37 de la loi, à tout réviseur d'entreprises qui reste en défaut de communiquer à l'Institut, dans les délais prévus, des renseignements ou documents qu'il est tenu de lui communiquer.

Il en va de même en ce qui concerne le réviseur d'entreprises qui reste en défaut de payer, dans les délais prévus, tout ou partie des cotisations auxquelles il est soumis ou de fournir le document qui sert à la fixation d'une cotisation.

§ 2. La qualité de réviseur d'entreprises est retirée par le Conseil dans le cas visés par l'article 8, § 3 de la loi.

CHAPITRE XI. — *Normes et recommandations*

Art. 34. § 1^{er}. Le Conseil est informé par le Conseil supérieur des Professions économiques des domaines, non couverts par des mesures prises au niveau européen, dans lesquels celui-ci a identifié une lacune dans des textes normatifs et réglementaires.

§ 2. Les normes et recommandations visées à l'article 30 de la loi ainsi que leurs mises à jour, sont publiées sous forme papier et sur le site internet de l'Institut où le public pourra les consulter; elles sont également communiquées par courrier au Conseil supérieur des professions économiques.

CHAPITRE XII. — *Dispositions finales*

Art. 35. § 1. L'arrêté royal du 20 avril 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Reviseurs d'entreprises, tel que modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2000, est abrogé.

§ 2. Les articles 4 et 5 ainsi que 29 à 36 de l'arrêté royal du 10 janvier 1994 relatif aux obligations des réviseurs d'entreprises sont abrogés.

§ 3. Le Conseil communique au Conseil supérieur des Professions économiques, sur la base d'un programme de travail proposé par le Conseil, les normes, recommandations, avis, circulaires et communications adoptées par le Conseil avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 36. L'arrêté royal du 15 mai 1985 portant exécution des dispositions transitoires insérées par la loi du 21 février 1985 dans la loi du 22 juillet 1953 créant l'Institut des Reviseurs d'Entreprises est abrogé.

Art. 37. Le présent arrêté royal entre en vigueur le 31 août 2007.

L'article 30 s'applique pour la première fois à l'exercice comptable prenant cours après le 31 août 2007.

Art. 38. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
M. VERWILGHEN

§ 2. De mededelingen van het Instituut met een algemene draagwijdte ten aanzien van de bedrijfsrevisoren gebeuren in de door de Raad vastgestelde vorm. Het voorwerp van de mededelingen met een algemene draagwijdte, die de Raad zou beslissen te doen in elektronische vorm, wordt vermeld in een bericht dat via de post aan de bedrijfsrevisoren wordt toegezonden.

§ 3. In het geval dat de bedrijfsrevisor natuurlijke persoon zijn woonplaats niet in België heeft of het bedrijfsrevisorenkantoor waaraan hij verbonden is niet in België gevestigd is, dient deze in België over een vestiging te beschikken. De dossiers, akten, documenten en briefwisseling die verband houden met de beroepsactiviteit in België dienen er te worden bewaard behoudens in geval van tijdelijke afwezigheid om redenen van de opdracht en onder de verantwoordelijkheid van de bedrijfsrevisor.

HOOFDSTUK X. — *Terechtwijzing*

Art. 33. § 1. Onverminderd andere strengere wettelijke of reglementaire bepalingen, zal, overeenkomstig artikel 37 van de wet, een terechtwijzing worden gericht aan elke bedrijfsrevisor die verzuimt om het Instituut, binnen de voorziene termijnen, mededeling te doen van inlichtingen of documenten waartoe hij is gehouden.

Hetzelfde geldt voor een bedrijfsrevisor die in gebreke blijft om binnen de voorziene termijnen alle of een gedeelte van de bijdragen, waaraan hij is onderworpen, te betalen of het document over te maken dat bedoeld is tot vaststelling van een bijdrage.

§ 2. De hoedanigheid van bedrijfsrevisor wordt door de Raad ingetrokken in de gevallen bedoeld in artikel 8, § 3 van de wet.

HOOFDSTUK XI. — *Normen en aanbevelingen*

Art. 34. § 1. De Raad wordt op de hoogte gebracht door de Hoge Raad voor de Economische Beroepen van de domeinen die niet gedekt worden door maatregelen genomen op Europees niveau, waarin deze laatste een leemte in normatieve en reglementaire teksten heeft vastgesteld.

§ 2. De normen en aanbevelingen zoals bedoeld in artikel 30 van de wet, evenals hun bijwerkingen, worden openbaar gemaakt op papier en op de website van het Instituut, alwaar het publiek hiervan inzage kan nemen; zij worden tevens per post overgemaakt aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen.

HOOFDSTUK XII. — *Slotbepalingen*

Art. 35. § 1. Het koninklijk besluit van 20 april 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 maart 2000, wordt opgeheven.

§ 2. De artikelen 4 en 5, alsook 29 tot 36 van het koninklijk besluit van 10 januari 1994 betreffende de plichten van de bedrijfsrevisoren worden opgeheven.

§ 3. De Raad deelt, op basis van een werkprogramma voorgesteld door de Raad, aan de Hoge Raad voor de Economische Beroepen de normen, aanbevelingen, adviezen, omzendbrieven en mededelingen mee, zoals goedgekeurd door de Raad voor de inwerkingtreding van onderhavig besluit.

Art. 36. Het koninklijk besluit van 15 mei 1985 tot uitvoering van de overgangsbepalingen in de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, ingevoegd door de wet van 21 februari 1985, wordt opgeheven.

Art. 37. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 2007.

Artikel 30 is voor de eerste maal van toepassing op het boekjaar dat een aanvang neemt na 31 augustus 2007.

Art. 38. Onze Minister van Economie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
M. VERWILGHEN